Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:57 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11,16

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 24 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***12- 19 juin 2019***

TOUJOURS DANS LE DERIER CARRÉ, TANDIS QU'IL EST BOUSCULÉ PAR PLUS DE 4 MILLIONS DE MANIFESTANTS

Jovenel Moïse peine à trouver une destination...

La communauté internationale ne se hâte pas de voler au secours comme d'habitude... Trois factions s'agglutinent sur leurs candidats....

Par Léo Joseph

L'opposition mobilisée contre Jovenel Moïse depuis déjà plus d'un an, pour exiger que lumière soit faite sur la manière dont le Fonds PetroCaribe a été dépensé, s'est ragaillardie. Elle semble trouver de nouvelles vigueurs avec la publication du dernier rapport d'audit de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA). Le dernier mot d'ordre est bel et bien le « *départ sans condition* » de Nèg Bannann nan du pouvoir. Plus de 4 millions de citoyens ont gagné les rues de la capitale et des villes de province pour dire « *plus de place au Palais national pour Jovenel* ».

En effet, la manifestation promise par les petrochallengers, l'opposition démocratique et d'autres secteurs engagés dans la lutte contre Jovenel Moïse et ses alliés du PHTK a drainé dans les rues des villes d'Haïti quasiment tout le peuple. À Port-au-Prince (Ouest), Gonaïves, Saint-Marc (Artibonite), Cap-Haïtien, Limbé, Pilate (Nord), Port-de-Paix (Nord-Ouest) Les Cayes (Sud), Jacmel (Sud-Est), Jérémie (Sud-Ouest), Miragoâne, Baradères (Nippes), Ouanaminthe (Nord-Est), pour ne citer que celles-là, c'était la grande foule dans les rues. Telles qu'on n'en avait jamais vu auparavant. Tout le monde est d'accord pour constater que les manifestations monstres qui ont été organisées l'année dernière ne peuvent se comparer à celle du lundi 9 juin. Promesse tenue ! Désormais, l'arrêt de mort de la présidence de Jovenel Moïse est bel et bien signé. Les tractations vont bon train autour de la formation d'une équipe appelée à prendre temporairement les rênes du pouvoir, en attendant la formation d'un gouvernement de consensus pour gérer les affaires de la nation pendant deux ans, le temps nécessaire pour stabiliser les institutions totalement disloquées et de construire un Conseil électoral permanent qui aura pour mission d'organiser des élections générales.

La juge Wendelle Coq-Thellot.

La communauté internationale se montre discret à l'égard de Moïse

Les diplomates étrangers généralement impliqués à fond, dans les négociations en vue de trouver un lieu d'asile pour le chef d'État déchu, évoquant toujours une «*initiative humanitaire* », qui se solde par la prise en location d'un réacteur pour transporter le président mis à la porte à une destination étrangère (le cas d'Aristide, en février 2004, et Jean-Claude Duvalier avant lui, en février

Suite en page 2

SI GARY BODEAU REFUSE DE METTRE JOVENEL MOÏSE EN ACCUSATION

La rébellion risque d'éclater à la Chambre des députés

Le président de la Chambre basse, Gary Bodeay, qui écoute fidèlement la voix se son patron.

Des députés sont sur pied de guerre, au Parlement. Si le président de la Chambre basse refuse de mettre le président de la République en accusation, il y aura une révolte qui entraînera la paralysie totale de cette institution. C'est ce qu'ont déclaré une douzaine de députés signataires d'une lettre adressée au président, Gary Bodeau.

Dans leur lettre, en date du 10 juin 2019, les députés Roger Millien, Jerry Tardieu, Joseph Manès Louis, Jean Robert Bossé, Sinal Bertrand, Beaudelaire Noëlsaint, Rudy Devil, Pierre Féquière Julien, Déus Deronneth, Jean Marcel Lumerant, Raynald Exantus,

Suite en page 13

DÉSORMAIS PRIS EN CHARGE PAR LA JUSTICE AMÉRICAINE

Le dossier « Bateau sucré » avance à pas de géant

Les deux dernières arrestations opérées auront de graves répercussions en Haïti

Marc Antoine Acra, PDG de Nabatco.

Sebastien Acra a fait un voyage de verification avant que le Manzanares ne quitte le port de Ventura, en Colombie.

Par Léo Joseph

Resté dans les limbes, dans les tribunaux haïtiens, durant plus de trois ans, sans jamais demander des comptes réellement aux acteurs impliqués dans la commande des stocks de stupéfiants, qui se trouvaient à bord du Manzanares, bateau battant pavillon panaméen, ce dossier avance à pas de géant dans un Tribunal fédéral de Miami, en Floride. C'est la conclusion qu'entraîne l'arrestation d'un des dockers eu Terminal Varreux, à Chancerelles, Port-au-Prince,

Suite en page 3

HAPPENINGS !

Demonstrations throughout Haiti calling for President Jovenel Moise's resignation for his implication in the PetroCaribe heist drew millions

The June 9 countrywide demonstrations, an initiative of the *Petrochallengers,* the *Nou Pap Dòmi* (We won't sleep) movement, allied to a broad alliance of political parties, civic and religious groups, drew millions of relatively peaceful marchers who shouted hostile slogans in Haiti's capital of Port-au-Prince and in other cities, towns and villages in this nation of about 12 million.

Though during the week

Continued on page 14

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:57 AM Page 2

TOUJOURS DANS LE DERIER CARRÉ, TANDIS QU'IL EST BOUSCULÉ PAR PLUS DE 4 MILLIONS DE MANIFESTANTS

Jovenel Moïse peine à trouver une destination...

La communauté internationale ne se hâte pas de voler au secours comme d'habitude... Trois factions s'agglutinent sur leurs candidats....

From page 1

r

1986), semblent hésiter à prendre position.

Dans les milieux diplomatiques, à Port-au-Prince, on laisse croire que le cas de Moïse est différent de ceux de ses prédécesseurs. Les nombreux crimes qui ont été commis sous son administration ayant affiché une indifférence totale à l'égard des victimes, et dont le silence est perçu comme un « *signe d'approbation* » de tels actes attribués à des criminels liés au pouvoir *Tèt Kale*. Et pour comble de mal gouvernance, de vol des ressources de l'État et de corruption, le deuxième rapport d'audit de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSA/ CA, mettant le président au centre d'une vaste conspiration de détournement de fonds publics en dit long, pour les diplomates en poste en Haïti. La communauté internationale ne saurait se laisser entraîner dans aucune démarche visant à faciliter la « *fuite* » du président, autrement dit à faciliter son évasion pour qu'il ne rende pas compte de ses actes.

De toute évidence, Jovenel Moïse se retrouve entre l'enclume et le marteau. Le peuple en colère entend qu'il démissionne avant d'atterrir « *en prison* ». Pas question qu'il s'envole vers un exil doré, comme c'était le cas pour ceux-là qui ont pillé l'État avant lui.

D'autre part, face à la fureur des citoyens, victimes de ses détournements de fonds réalisés avec ses alliés au Parlement et ailleurs dans l'administration publique, un lieu d'exil reste de plus en plus introuvable. Selon des sources crédibles, tous les pays sollicités auraient refusé d' «*héberger ce colis encombrant* ». Rester à confirmer que les Dominicains auraient décliné de lui accorder doit d'atterrissage avant de continuer vers une destination inconnue. Il est fort probable que le Venezuela lui ferme la porte dans le nez. Même scénario avec Cuba, qui aurait boudé une pareille requête en solidarité avec Nicolas Maduro, victime de l'ingratitude flagrante de Moïse.

D'aucuns pensent qu'il pourrait solliciter « *hébergement* » auprès de Paul Kagamé, au Rwanda, en Afrique. Une telle prétention — ou affirmation — se base, dit-on, sur le fait que Jovenel Moïse aurait de bonnes relations avec le président rwandais, surtout qu'aurait été établie une sorte de coopération entre Moïse et Kagamé.

Les trois juges portes candidats a la presidence, Coq-Thelot, Mecene et Jean-Pierre faisaient partie d'une delegation de juges de la Cour de cassation invités à Washington.

Des demandes jugées inacceptables

Dans les milieux proches des négociations autour de la démission de Jovenel Moïse, on laisse croire que les demandes faites par ce dernier sont jugées inacceptables par l'opposition qui n'entend concéder une once de faveur au président.

En effet, a révélé une source autorisée, Jovenel Moïse aurait déclaré qu'il n'est pas du tout opposé à sa démission. Mais il préfère rester dans sans pays et bénéficier d' « *amnistie* », en sus de ne pas vouloir que ses biens soient confisqués par l'État.

Ces demandes de M. Moïse sont confrontées à un « *non retentissant* » de ses tombeurs qui disent l'attendre au Pénitencier national. Pour l'instant, Jovenel Moïse agit comme un animal traqué. Et il ne dispose d'aucun moyen pour apaiser l'opposition intransigeante et un peuple désormais intraitable.

Trois factions en compétition pour le pouvoir

Présentement, l'impatience est au rendez-vous, car les forces qui veulent se débarrasser de Jovenel Moïse agissent comme si elles sont à bout de patience. Et pour cause ! Après avoir lutté pendant plus d'une année pour chasser Nèg Bannann nan du Palais, elles estiment le moment venu de faire le geste ultime. Voilà pourquoi des cartels sont formés et les stratèges s'agglutinent sur leurs candidats respectifs.

Il semble aussi que l'idée soit acquise que le président intérimaire soit issu de la Cour de cassation. Les différentes tendances en compétition, à cette fin, jettent leurs dévolus sur Pressoir Jean-Pierre, Joseph Jules Mécène et Wendelle Coq Thellot.

Selon des sources dignes de foi, le juge Mécène est le candidat du groupe dirigé par le sénateur Youri Laatortue; Jean-Pierre est le candidat de PHTK. Dans le passé, on laissait entendre que, cousin d'Yvon Feuillé, il aurait des affinités avec Lavalas. Mais on a révélé récemment que Michel Martelly et les PHTKistes ont misé gros sur lui au point d'en faire leur candidat.

Quant à Mme Coq, elle passe pour être a candidate du secteur démocratique dont certains membres croient découvrir en elle «*une autre Ertha Pascal Trouillot*», première femme présidente intérimaire, après la chute de Prosper Avril. Elle s'est distinguée à la présidence intérimaire pour avoir organisé la première élection présidentielle dite «*démocratique* » qui a porté Jean-Bertrand Aristide au pouvoir.

La ANHT entre en scène

En attendant, une organisation politique nouvellement créée a déclaré sa volonté d'assumer provisoirement l'autorité de l'État immédiatement après la mise à l'écart de Jovenel Moïse.

En effet, l'Autorité nationale haïtienne de transition (ANHT) a diffusé la note de presse suivante dans laquelle elle expose son projet à court terme.

« *Considérant que le Président de la République, monsieur Jovenel Moïse, **a failli à sa mission de Chef de l'Etat**, Il n'a pas su respecter ni faire respecter la Constitution, selon les prescrits de l'article 136.*

« *Considérant l'implication du Président Jovenel Moïse dans les rapports de la CSCCA et de l'UCREF sur la dilapidation des fonds de Petro Caribe. Et, considérant la situation **ulcéro-nécrotique** de la vie politique, économique, sociale, environnementale, et structurelle du pays.*

« *Considérant la manifestation citoyenne nationale du dimanche 9 juin 2019, où le Peuple haïtien a dit **'NON' à l'inacceptable**, et la foule en liesse en sortant en masse afin d'exprimer son rejet, a d'un revers de main rejeté Jovenel Moise en tant que Président de la République.*

« *Considérant que cela représente un plébiscite clair qui définit les voies à suivre, soit une autorité nationale haïtienne de transition afin de garantir la continuité de l'Etat ;*

« *Considérant que Jean-Jacques Dessalines, **notre grand libérateur**, a pris l'initiative pour sortir du fort sans demander la permission à l'ennemi de la nation naissante ;*

« *Considérant la reprise de ce courage par le colonel Himmler Rebu, en entrevue avec Marie-Lucie Bonhomme, correspond à la bonne expression du même courage qui nous habite ;*

« *Considérant la confirmation de la déchéance du président Jovenel Moïse, par l'ancien ministre de la Justice, le magistrat Heidi Fortuné, l'invitant à démissionner ;*

« *Considérant qu'il est de notre devoir en tant que citoyen organisé de prendre les choses en main et de faire connaître notre position sur la crise sociétale que traverse le Pays, de contribuer à la création ou à la restauration d'un climat de stabilité qui doivent conduire à une refondation de **L'ETAT NATION**, et à un développement durable du Pays.*

« *En foi de quoi, nous de **l'Autorité Nationale Haïtienne de Transition**, déclarons la présence de Jovenel Moïse au Palais national, illégal, provocateur et inconséquent, à la suite de mort du 9 juin en cours.*

« *Nous demandons donc aux acteurs et partenaires étrangers représentés par la diplomatie et par les liens consulaires de prendre acte de notre autorité sur les affaires transitoires intérimaires de la République d'Haïti. Et, nous demandons aux directeurs généraux des différents organes de l'Etat de prendre note. Le document de consultation est disponible à : http:/$change.org*

« *Fait à Port-au-Prince, le 11 juin 2019-06-11.*

« *Pour information : Jean-Pierre Bailly pour **l'Autorité nationale haïtienne de transition** jpbailly@gmail.com* ».

Par cette note de presse, la ANHT pose un acte hautement politique et offre une alternative à ceux qui persistent à soutenir le statu quo, donc le maintien de Jovenel Moïse au Palais national, à tout prix, sous prétexte qu'on ne sait pas qui va le remplacer. Maintenant il ne reste qu'à souhaiter que le leadership de cette organisation soit en mesure de se donner les moyens de sa politique.

L.J.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gave !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:57 AM Page 3

DÉSORMAIS PRIS EN CHARGE PAR LA JUSTICE AMÉRICAINE

Le dossier « Bateau sucré » avance à pas de géant

Les deux dernières arrestations opérées auront de graves répercussions en Haïti

Suite de la page 1

Haïti, port où le bateau avait accosté.

En effet, comme annoncé dans l'édition du 5-12 juin d'*H-O*, Joris Mergélus, ex-chef de la Brigade de lutte contre les stupéfiants (BLTS), a été immédiatement mis aux arrêts par les autorités américaines à son débarquement à l'aéroport international de Fort-Lauderdale, arrivé à bord d'un vol de ligne en provenance de Port-au-Pince, la capitale d'Haïti. M. Mergélus n'était pas à son premier voyage puisqu'il avait fait au moins une première visite à New York, apprend-on de source autorisée. Selon une source fédérale voulant rester anonyme, ces déplacements de l'ancien chef de la BLTS s'inscrivaient dans le cadre d'une stratégie ayant visé à placer une forte somme d'argent qu'il avait reçu pour déjouer l'enquête qui avait été lancée sur le Manzanares, suite à son arrivée au Terminal Varreux en provenance du port colombien de Ventura, en avril 2015. À part les drogues, le vaisseau transportait une cargaison d'environ 700 tonnes de sucre pour la firme NABATCO appartenant au groupe Acra, dirigée par Jean-Marc Acra.

Le Manzanares a été confisqué par les autorités haïtienne, dans le cadre de l'enquête diligentee apres le debarquement des marchandises illicites qu'il transportait.

Une stratégie pour retirer le magot d'Haïti

Mergélus a été arrêté par les autorités américaines, l'autre semaine, à son débarquement à Fort-Lauderdale, d'un vol en provenance de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti. Il avait en sa possession la somme de USD 7 000 $, ayant eu la précaution d'éviter de violer la loi américaine interdisant le port sur sa personne d'une somme de USD 10 000 $ ou plus. Cela entre dans le cadre d'une stratégie visant à retirer un magot d'Haïti pour le placer en lieu sûr, aux États-Unis, surtout que, placé sous haute surveillance par la Direction générale de la PNH, par rapport à son implication présumé dans l'affaire du « *Bateau sucré* », il ignorait comment allait tourner la situation pour lui. Des sources proches du dossier ont révélé que l'ex-commandant de la BLTS avait effectué au moins un voyage à New York avec une somme similaire.

En effet, une source proche de la Police nationale a précisé, à son tour, que, suite à la collaboration qu'il a apportée aux hommes d'affaires responsables de l'importation des 700 kilos de cocaïne et de 100 kilos d'héroïne qui se trouvaient à bord du Manzanares, et dont une bonne partie est portée disparue, Mergélus avait reçu une somme évaluée à USD 100 000 $. Il devait mettre en lieu sûr ce magot, avant qu'il ne soit trop tard de le déplacer ailleurs.

Selon d'autres informations disponibles sur les activités de Joris Mergélus, les autorités fédérales suivaient ses déplacements et le motif principal de ses voyages. Après l'avoir suffisamment suivi et documenté ses va-et-vient, il a été décidé que le moment était venu de lui « *passer les menottes* ».

Tombé dans le piège des billets marqués

Il semble que les autorités fédérales, par le truchement des agents de la Drug Enforcement Administration (DEA), déployés en Haïti, tendent des pièges aux trafiquants de drogue, sous forme de billets verts (dollars américains) marqués distribués en guise de paiements pour services rendus et achats de stupéfiants, dans le cadre de « *coups montés* ». Selon toute vraisemblance, les billets qu'avait reçu l'ex-chef de la BLTS portaient cette marque caractéristique aisément identifiable, une fois introduits dans un appareil spécial. Cela signifie également qu'il est souvent possible aux agents fédéraux d'identifier les billets échangés dans des transactions de stupéfiants.

En effet, il paraît que les autorités fédérales aient appris, par biais de moyens électroniques, que Joris Mergélus transportait de l'argent sur sa personne. Car, débarqué à Fort-Lauderdale, lors de son dernier voyage, selon des sources proches des procureurs fédéraux, il lui a été demandé s'il avait USD 10 000 $ en sa possession. Il a répondu tout naturellement qu'il avait seulement USD 7 000. Aussitôt il a été escorté en aparté dans une salle spéciale, où l'on apprend encore, de source autorisée, que chaque billet a été individuellement scanné. Chacun de ceux-ci au contact avec cette machine a déclenché une voix robotique disant « *Federal Government !* ». Ce procédé, dit-on, permet de conclure que M. Mergélus avait en sa possession de l'argent gagné dans le trafic de drogues.

Une cargaison de 2 000 livres de cocaïne confisquee en 2016, qui se trouvait dissimulee dans un cargo haïtien, la plus importante saisie en dix ans.

Une deuxième précieuse source d'informations à la disposition des autorités fédérales

Avec Gregory Georges (Ti-Kétant), déjà à la disposition de la justice américaine, suite à son transfert à Miami, après avoir été livré aux marshals fédéraux par les autorités haïtiennes, Joris Mergélus constitue une seconde source d'informations à la disposition des autorités fédérales. Un autre élément extrêmement important, dans l'affaire du « *Bateau sucré* », l'ancien haut gradé de la Police nationale d'Haïti serait en mesure d'identifier, tout au moins, un des importateurs des drogues qui se trouvaient à bord du Manzanares.

L'affaire « *Bateau sucré* » ne concerne pas seulement des Haïtiens. Dans les milieux diplomatiques, à Washington, on laisse croire que l'enquête en cours porte également sur des membres du personnel de la DEA qui se trouvaient en poste en Haïti. Certains d'entre eux, apprend-on de sources autorisées, faisaient l'objet d'accusation de « *connivence* » avec des trafiquants et des hommes d'affaires haïtiens ayant financé cette commande mixte de cocaïne et d'héroïne, dont plus de 800 kilos se trouvaient dissimulés parmi les sacs de sucre et dans les murs du bateau.

Après que les autorités fédérales eurent conclu que, grâce à Joris Mergélus et d'autres complices haïtiens et américains, l'enquête sur le bateau panaméen avait tourné court, elles ont été alertées par un dénonciateur, qui faisait partie de l'équipe de la DEA en Haïti, que des agents fédéraux se seraient laissés séduire par des commanditaires de la cargaison interdite.

On sait que les procureurs fédéraux sont déjà en possession de nombreuses informations relatives au Manzanares, dont certaines ont été obtenues électroniquement. Les témoignages, qui seront obtenus de Ti-Kétant et de Mergélus, permettront d'éclaircir les zones d'ombre de l'affaire, et de rendre les accusations plus convaincantes.

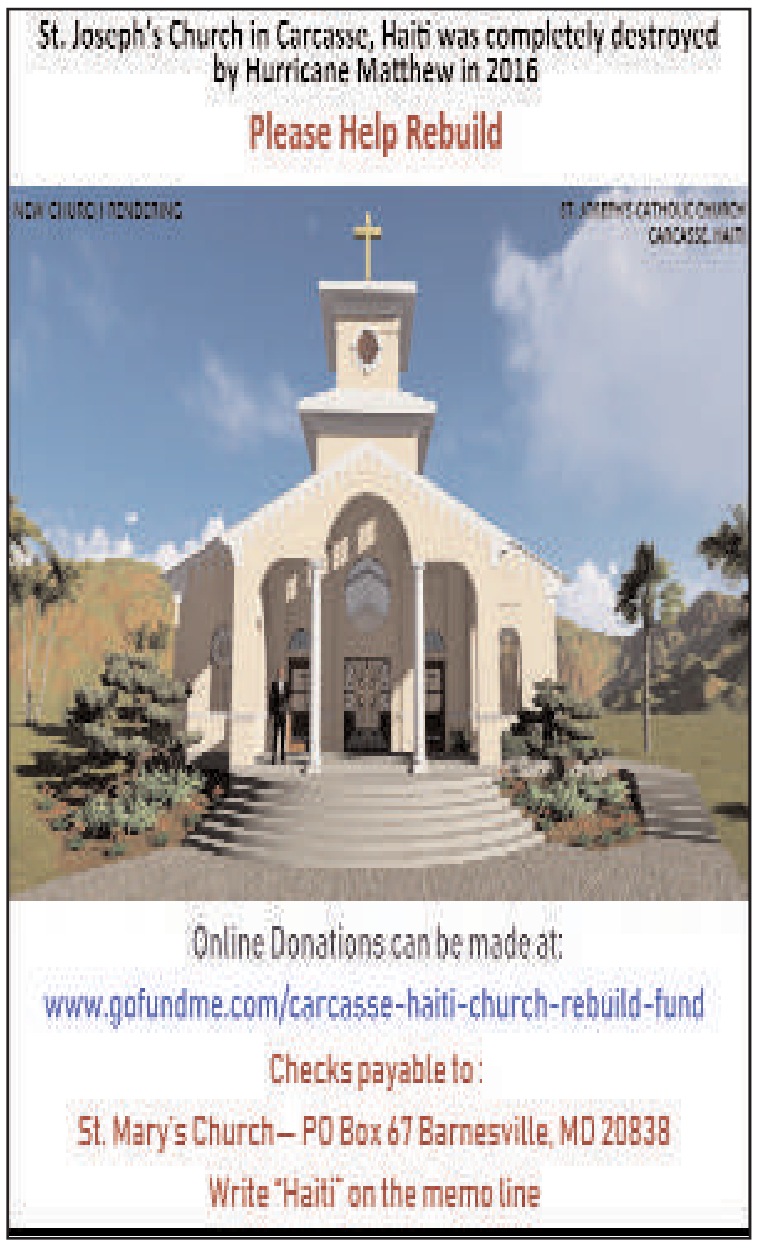
Dès lors, les révélations de ces deux hommes rendront « *inattaquables* » les arguments de l'accusation, surtout que Mergélus et Ti-Kétant seraient mis en position de se contredire l'un l'autre. Il y a fort à parier que les agents de la DEA accusés de complicité dans l'évolution du trafic de drogue en Haïti auraient déjà révélé aux autorités le rôle joué par les différents acteurs. Comme on le sait bien, c'est la stratégie au moyen de laquelle les accusés parviennent à réduire les charges. Alors est négociée une entente entre les autorités fédérales et l'accusé aux termes de laquelle ce dernier «*plaide coupable pour un délit moins grave* ».

Le dossier du «*Bateau sucré* » évolue loin de l'influence de l'argent

Avec ces deux hommes à la disposition de la justice américaine, le dossier du « *Bateau sucré* » évolue loin de l'influence de l'argent. C'est sans doute ce qui enlève le sommeil aux hommes d'affaires haïtiens impliqués à tous les niveaux des transactions ayant abouti à l'accostage du Manzarines au Terminal Varreux, et son déchargement dans les conditions que l'on sait.

On ne sait qui a fait quoi pour influencer le pilotage du dossier dans les tribunaux haïtiens. Mais on sait que Marc Antoine Acra était inculpé dans l'affaire du «*Bateau sucré* » et que, une semaine ou deux avant la fin de son mandat, Michel Martelly l'avait nommé « *ambassadeur itinérant* », une décision destinée à le couvrir d'immunité diplomatique, histoire de le soustraire à toute poursuite judiciaire. Mais le gouvernement intérimaire de Privert-Jean-Charles, une fois porté au pouvoir, s'empressait-il de révoquer la nomination d'Acra. Ainsi privé de l'immunité diplomatique, dont il était couvert, il décida de s'enfuir en République dominicaine.

Suite en page 12



Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:57 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Harcèlement, viol et agression sexuelle! Quelle différence ? Comment se manifestent-ils ? (Suite et fin)

Par Rosie Bourget

Il existe trois types de harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel verbal, Le harcèlement sexuel non verbal et le harcèlement sexuel physique.

Le harcèlement sexuel verbal comprend les blagues sexistes,

Rosie Bourget

grossières ou dégradantes; les remarques sur l'apparence physique ou sur la vie privée, telle que : « *Quel était la dernière fois que tu as fait le sexe ?* » ; « *Est-ce que ton copain te satisfait sexuellement* ? » ; l'usage de termes d'affection comme « *mignonne, poupée, ma poule, ma biche, cocotte, etc*. »; l'utilisation de confidences insinuantes de la part du harceleur, telle « *ma femme ne me stimule pas* » ; l'offre d'invitations répétées de toutes sortes; l'expression de propositions sexuelles explicites; l'emploi de promesses voilées ou carrément ouvertes, en échange de faveur sexuelle du genre « *si cela t'intéressait, tu pourrais recevoir une augmentation de salaire* », etc.

Le harcèlement sexuel non verbal : Cette forme de harcèlement sexuel comprend les sifflements, les regards à connotation sexuelle, l'affichage de matériel dégradant ou pornographique, les signes explicites à connotation sexuelle (par exemple, se pourlécher les lèvres en signe d'invitation sexuelle), la présence continuelle du harceleur, des notes à caractère sexuel ou sexiste, etc.

Le harcèlement sexuel physique : Cette forme de harcèlement comprend des effleurements intentionnels qui paraissent accidentels, des touchers physiques, telles que donner des tapes sur le derrière, chatouiller, pincer, se faire embrasser, se faire tasser dans un coin, etc. Poser la main sur la tête, sur l'épaule de quelqu'un, même si ce geste est accompagné de propos déplacés, n'est pas une agression sexuelle. Le harcèlement se transforme en agression sexuelle si les attouchements se font sur les fesses, les seins…, alors très clairement, on est dans le cas de l'agression. Pour prouver, ce sera toujours la parole de l'un contre celle de l'autre. C'est ce qui fait la complexité de ces affaires. On monte en gravité avec le viol qui impose qu'il y ait eu pénétration.

Il faut dire que, bon nombre de femmes, qui portent plainte pour harcèlement sexuel, dans un cadre professionnel perdent leur emploi. Donc pour certaines, sortir de leur zone de confort pour dénoncer l'inacceptable n'est pas aussi facile qu'on ne le pense. Cependant, rien ne peut empêcher une personne de porter plainte pour qui que ce soit, si elle se croit victime de harcèlement sexuel. Mais, comme les condamnations sont rares, les plaintes se font moins fréquentes aussi.

Bref, quoi que les victimes de violences sexuelles fassent, leur comportement suscite toujours des critiques, car, d'une part, il est difficile pour les victimes de prouver le harcèlement sexuel, et, de l'autre, elles peuvent vite se retrouver accusées d'un délit de calomnie. Pour bien défendre les victimes de viol, de harcèlement et d'agression sexuelle, la justice droit faire un travail de formation pour les magistrats concernant la violence et la maltraitance faites aux femmes. Si vous êtes témoin direct ou indirect d'actes d'abus sexuels, vous avez le devoir de protéger la victime en parlant de vos inquiétudes ou suspicions avec elle et/ou d'en informer les services de polices, ou tous autres services compétents qui vous guideront dans vos démarches.

r_bourget@yahoo.com
MTS (Maîrise en Travail social)

IN MEMORIAM

Died by suicide: A tribute to Todd Tongen, WPLG Local 10 News anchor (1963-2019)

By Rosie Bourget

By hanging, pesticide poisoning, firearms, those are the three most common means for committing suicide. Some people call it weak but it takes a lot of courage for one to take his/her own life. Just as a depressed person may never become suicidal, someone who has never been depressed can take his/her life, seemingly unexpectedly. There are two specific reasons why it is not easy to talk about the issues devouring us inside: we are afraid of being judged, and, above all, to be seen as vulnerable. The fact that the strong personalities win in this ruthless world. The ones that put up with adversities, do not complain, and instead are models of optimism and self-confidence. It is devastating to realize that in today's world suffering is still a stigma. What society expects from us is to be perfect and happy all the time. Even in the face of obstacles, they want us to smile. So sadly, a lot of us go through difficulties behind closed doors, in a private and almost brutal way. It is all because of our fear of criticism.

Why do people prefer to suffer in silence?

Not long ago, a well-known paper published the personal letter of a woman who said she could no longer go on with her life. She had become a mother for the third time and felt like she could not get out of bed. Strange as it may seem, almost 80% of the comments were purely derogatory, occasionally bordering on cruelty. When one is in distress, giving him/her a lecture by saying *"**you're not the only one who has issues, there are people who have it worse than you**"* is the last thing he/she wants to hear. This ridiculous statement is enough to ignite suicidal ideas. Instead of being sarcastic, be considerate, empathetic and offer comfort. Better yet, if you do not have anything uplifting to say to the person experiencing emotional distress, it is better to remain quiet.

Often time, we cover our face with a mask to make people believe or to pretend that nothing is really happening, when in reality we are suffering inside in silence. Suicide does not happen overnight, it is planned. One thing to consider is that, not everyone who dies by suicide caused by a mental illness. Unless they exteriorize themselves, we have no idea of their endless struggles inside. We know that when a person dies by suicide, he or she is not able to make a rational decision to seek help because his/her mental condition prevents him/her from doing so. We also know that suicide is likely to touch many of us regardless our economic or social status, as evidenced by brilliant actor Robin Williams, Marilyn Monroe, Katherine (Kate) Spade, Anthony Bourdain and Todd Tongen, to name just a few. In addition, celebrities, despite all the fame, money, and everything else, are not immune to suicides. If well-known celebrities who are rich and famous, who have no economic hardship preventing them from reaching out to professional counselors for help die by suicide, can you imagine those (referring to the underclass) who have no names, no support and live from paycheck to paycheck?

Todd Tongen, a 56-year-old beloved WPLG Local 10 News weekend anchor veteran died by suicide in his Southwest Ranches home, a town in Broward County, FL. According to WPLG, Tongen missed Sunday morning is broadcast. In a story on its website, the station reported his wife, Karen Tongen, who was out of town, could not reach him. A request of a friend to check on him led to police finding him dead on Monday morning. Tongen's brother, Dr. Scott Tongen, reported to WPLG he believed Todd feared he had Lewy body dementia, which contributed to the death of their mother in 2017.

Dealing with the aftermath of a loved one's suicide

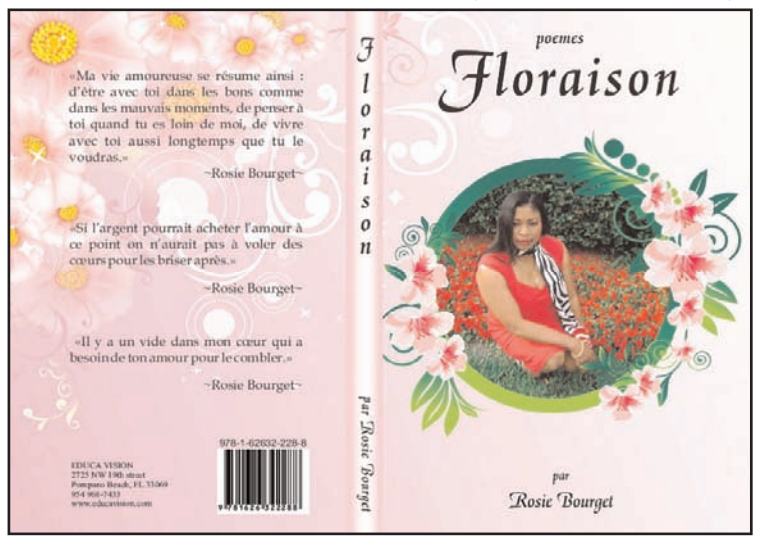
Survivors of loved ones who died by suicide can miss warning signs, because certain suicidal behaviors can only be aptly picked up on by trained professionals, especially in the case of those mentally rehearsing or visualizing symptoms that can occur without the person's full awareness that this is indeed a kind of suicidal thinking. Additionally, because millions of people have depression and do not have with suicidal thoughts, it can be hard if not impossible to tell who is at risk and who is not.

The aftermath of a loved one's suicide can be physically and emotionally exhausting. As you work through your grief, be careful to protect your own well-being. Reach out to loved ones, friends and spiritual leaders for comfort, understanding and healing. Surround yourself with people who are willing to listen when you need to talk, as well as those who will simply offer a shoulder to lean on when you would rather be silent. Losing someone to suicide is a tremendous blow, and healing must occur at its own pace. Do not be hurried by anyone else's expectations that it has been "long enough". Some days will be better than others will, even years after the suicide, and that is okay. Healing does not often happen in a straight line.

Todd Tongen, the Emmy Award-winning journalist worked at ABC affiliate WPLG Local10 news for 30 years. His death has left a huge hole in his colleagues' hearts. Our love & prayers are with his family. May his sole rest in peace.

If you're feeling triggered or at risk, confidential support is available 24 hours a day, 7 days a week by way of the National Suicide Prevention Lifeline (1-800-273-TALK). This is available to anyone, whether in crisis or concerned about a loved one who is experiencing distress.

r_bourget@yahoo.com
MSW (Masters of Social Work)



DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

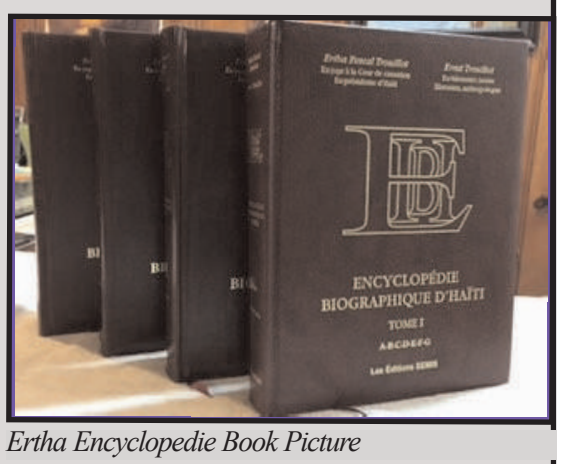
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Depann de kwayans ou, èske Bondye osnon Lanati apiye mouvman kont Jovnèl Moyiz la ?

Jounen 9 jen an se te youn tèst. Èske Bondye oubyen Lanati anfavè Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) osnon anfavè pèp ayisyen k ap soufri san rete, ki menm ap mouri akòz malveyans ak awogans otorite *Tèt Kale* yo ? Men kijan nou wè kesyon an.

Depi youn bon bout tan, nouvèl t ap blayi toupatou, ann Ayiti kòm aletranje, pou montre kijan mounn sa yo fè dap-piyan sou peyi a depi gouvènman *Tèt Kale* a enstale nan peyi nan lane 2011 la. Avrèdi, se pa sèlman yo menm ki lakòz peyi a rive kote l ye a. Men se yo ki fè plis dega, ki fè mechanste yo pi aklè.

Kanta pou vòlè lajan Leta, yo pran diplòm Ph.D, menm lè y ap fè lwanj pou pwòp tèt yo, paske yo pa kwè nan « *plòm* ». Se yo menm ki monte ekip bandi yo byen klè devan tout mounn. Se pa nou ki di, se chèf yo a menm, ak pwòp bouch li ki se « *Bandi legal* ». Èske se pa yo ki voye chache zam ak minisyon byen lwen pou bay ti bandi yo ki vin tounen gwo gangstè k ap simaye lanmò san rete nan plizyè zòn ? Nou byen konnen kote chèf gang yo souche. Dayè, yo touche alè e yo pi byen peye pase polisye.

Se konsa bann ansasen yo masakre pèp la, gason, fanm, menm ti mounn anba zaj ak gwo zam fann fwa. Apre sa, yo boule kadav yo osnon yo tchakchak yo an miyèt moso, lage nan fatra pou chen ak kochon manje. Yo tèlman fè e defè ke finalman se tout klas mounn, an kòmansan pa pèp anba nèt y ap toupizi a, monte byen wo nan gwo bacha ki oblije rele anmwey ! Yo tout met ansanm pou di: « *Abraam di sèt ase !* »

Se sa k fè nou vin rive nan jounen 9 jen an. Men anvan nou te rive sou jou a menm, te gen anpil mesaj ki t ap lanse adwatagòch sou entènèt la. M ap ban nou 3 ladan yo ki prèske kouvri tout lòt mesaj yo e ki explike kijan mounn yo chofe e kisa y ap mande k pou fèt. Men : 1.“ **#Kot Kòb PetroCaribe a — Pwosè PetroCaribe a., « #Nou Pap Dòmi » 2. ROA di : POU LAJAN PETRO SA A, NOU PRE POU NOU AL ANBA TÈ : MANIFESTASYON 9 JEN 2019/GRÈV GENERAL 10 JEN 2019, KOU SOU KOU : Ann Pote Boure Dèyè Petrovòlò yo** ». **3.** Epi gen youn pòtre ki esplike bagay la pi klè toujou. Mounn anndan kacho, y ap kenbe bawo anfè ki montre se nan prizon yo ye epi mesaj sa a byen klè: “**NOU PA KONPLIS, La Jistis, Kot Kòd PetroCaribe a ? »**

Antretan, m aprann ke te gen reinyon priyè nan plizyè legliz kote mounn yo t ap mande pou gen bon tan, bèl solèy, pou mounn yo te ka manifeste san pwoblèm. Men mounn gouvènman an te lage youn pwopagann deyò a pou di ke pral gen gwo lapli dimanch kòmanse a 2 zè nan laprèmidi. Yo te di tou Lapolis pral regle ak tout sanzave ki pran lari.

Sanble ke Bondye, osnon Lanat,i t ap koute. Dimanch, vè midi konsa, lè n te pale ak mounn nan Pòtoprens, yo te di nou pa janm gen bèl solèy konsa, epi pa gen gwo chalè. Egzakteman jan manifestan yo te vle l la se konsa tanperati a boule ak yo. Se konsa tou mounn te blayi tou patou. Kanta pou Pòtoprens, pa t gen kote pou pike youn zegui. Nan Dèlma, nan Boudon, bò zòn Site Solèy, aewopò, toupatou, se menm bagay la. Anwo nan zòn Petyonvil, gen mounn ki te pran wout pou al kay prezidan an nan Pèleren 5. Se la yo te konstate premye gwo zak vyolans kont youn manifestan. Nèg ak inifòm Lapolis touye youn jenòm anba kout wòch. N ap mande si vrèman se te bon jan polisye osnon vagabon ki te degize an polisye. Paske nou te aprann ke Palè te gen youn plan pou enfiltre manifestasyon yo ak youn ekip atoufè. Sa pa t anpeche mounn ki t ap sot nan zòn Sid kapital la, kivedi Kafou, kontinye mache sou Palè. Epi tou, mounn ki t ap sot Boudon te pran direksyon Chann Mas, ki tou pre Palè nasyonal la. Men Lapolis pa t kite yo rive devan Palè a menm. Antouka, pèsonn pa ka di yo te konn kibò Jovnèl te ye. Depi sa k te rive l lavèy la, li te mete tèt li « *à couvert* », kivedi li t al kache. Men kisa k te rive l menm ? Selon rapò nou te resevwa, nan vanddredi a, prezidan an te pral nan lantèman youn mounn lafanmi Gadè (Gaderre), mounn ronm Babankou yo (Barbancourt), nan Petyonvil. Youn lapli wòch vide sou kòtèj prezidan an. Prese prese, yo kase tèt tounnen. Yo pa egare !

Gen sèten otorite ki gen bon nen, yo te santi ke bagay yo te ka gate bon jan gate. Pa egzanp, ann pran younn tankou senatè Jozèf Lanbè (Joseph Lambert). Depi nan vandredi swa msye te gen tan fè bwote tout bagay enpòtan li genyen nan kay li nan Dèlma al Jakmèl. Epi l tou rete Jakmèl pou fen semèn nan. Kòm nou konnen, msye se premye senatè depatman Sidès la ki gen kòm kapital lavil Jakmèl.

Bon jan asosye prezidan Moyiz, se Lanbè, antan ke prezidan Sena a, nan fen lane 2017 la, ki te fè magouy pou voye rapò senatè Evalyè Boplan an (Evalière Beauplan) sou eskandal PetwoKaribe a bay *Lakou Siperyè dè kont,* sa yo rele an franse « *La Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA)* ». Se te youn fason pou yo te nwaye rapò a. Men jan nou wè l la, se te byen konte mal kalkile. *Lakou Siperyè* a met tout kaka chat deyò. Plis vòl ak plis magouy pase sa ni senatè Boplan ni senatè Youri Latòti (Latortue) te dekouvri anvan nan rapò Komisyon etik ak anti-kòripsyon Sena a ke tou lè 2 te anchaj.

Vrèman, si nou rive nan Kafou Tenten an kounnye a, se pa paske gouvènman an pa t resevwa bon jan avètisman. Se pa kounye a pou n ap bat bravo pou pèsonn, pa menm pou ekip *Ayiti-Obsèvatè* ak tout korespondan *Sources combinées* li yo, ki bay bon enfòmasyon pou pèmèt jounal la fè travay li. Se poutèt sa, depi okòmansman nou te denonse prezidan an ki te prete sèman anba youn akizasyon lajan sal ki te fèt nan movèz kondisyon e ke UCREF, youn ajans gouvènman an, te dekouvri. Pèsonn pa t okipe nou.

Men semèn pase a, nou te esplike kijan rapò « *La cour supérieure des comptes* » la se dènye gout dlo ki lakòz bokit dlo sal la blayi, al mouye yo tout ki ozalantou prezidan an e prezidan an li-menm. Ann efè, editoryal semèn pase nan jounal la se te dènye gwo avètisman nou te bay. M ap raple nou tit la, an franse : “ **Quoi que fasse et dise Jovenel Moïse, la fin de son mandat arrive ».** Epi li fini konsa : « *Sans aucun doute, Jovenel Moïse ne peut plus rien faire ou dire qui puisse changer les choses. Le sort en est jeté ! Tant pis pour lui s'il persiste à feindre d'ignorer ce qui se passe* ».

Nou te bay editoryal la ann angle tou, jan nou toujou fè l, pou gwo zanmi msye di li gen nan Wachintonn yo : « **Whatever Jovenel Moïse does or says, the end of his term has come** ». Epi li te fini konsa : « *Undoubtedly, Jovenel Moïse can no longer do or say anything that will change things. The die is cast ! It's really too bad, if he keeps pretending to ignore what's happening* ».

Epi se pa nou menm sèlman ki t ap bay avètisman. Malgre youn ekip souflantchou ki te toujou ap bat bravo pou prezidan an, gwo pwopagandis ki konprann yo ka fè mounn pè, te gen lòt patriòt ki t ap ankouraje pèp la, ki t ap di yo pa pran nan kaponnay. Epi « *dans ces derniers jours* », jan yo di an franse, diferan pèsonalite avèk òganizasyon vin parèt aklè pou denonse gouvènman an, pou di ke bagay yo pa ka kontinye konsa.

Pa egzanp, nou te li an franse akizasyon depite Jeri Tadye (Jerry Tardieu) te pibliye le 2 jen nan *Le Nouvelliste* e ki te parèt ann angle nan *Haïti-Observateur* le 5 jen. Li te denonse prezidan an pou gagòt li fè jiskaske ekonomi peyi a tonbe atè plat. Alapapòt li te montre sitiyasyon goud la kote w bezwen 100 goud kounnye a pou youn dola, tandiske lè *Tèt Kale* te pran pouvwa a, nan lane 2011, se te 40 goud pou youn dola ameriken. Epi li mete koze atè avèk youn refren : «**J'ACCUSE** ».

Tout akizasyon yo byen tonbe, kit se pou ekonomi an, ki atè plat; pou enstitisyon peyi a ke prezidan an fin kraze; pou ensekirite ki blayi tou patou; pou jan prezidan an anba akizasyon vòlò lajan Leta, selon sa « *La Cour supérieure des comptes* »; pou jan pèp la pa fè gouvènman an konfyans ankò, prezidan an pa gen okenn enfliyans pou reyini tout mounn bò tab la; pou jan gouvènman an rantre nan konfyolo avèk gang, bandi k ap touye sitwayen pou dan ri.

Gen plis toujou ! Vwala ke prezidan Moyiz ak prezidan Chanm depite a, Gari Bodo (Gary Bodeau), ap fè mannèv pa anba pou depite yo demisyonnen pou bay chèf Deta a tout pouvwa pou l ka menm vin youn diktatè; pou madanm prezidan ap pran kòb anba tab nan men konpayi etranje pou bay kontra ke l pa gen okenn dwa pou l bay; anfen paske se enterè pèsonèl li l ap defann, pa enterè peyi a, « ***plas li pa la ankò* ».** Li t ap fè tèt di lè li te ka rale kò l an dous, enben sa fini. Depite a te di fòk gen preparasyon ki fèt, youn chita ansanm sou direksyon «*Religions pour la paix* » pou nou jwenn youn lòt solisyon ak tout lòt mounn nan sosyete a k ap travay pou youn chanjman.

Epi mesye pwotestan yo, ki pa renmen foure bouch nan zafè politik, te di ke, apre rapò « *La Cour supérieure des comptes* » la, yo menm yo pa ka rete an silans ankò. Se konsa, nan dat 3 jen, «*Conférence des pasteurs haïtiens (COPAH)* » te fè youn deklarasyon pou laprès, ke jounal la te pibliye semèn pase a tou. Yo menm tou, yo apiye travay « *La Cour supérieure des comptes* » la. Yo di vwala ke rapò òganizasyon sa a vin kore sa k te deja di nan 2 rapò Sena yo, sètadi rapò Latòti ak rapò Boplan yo.

Yo di : « *Selon sa rapò a demontre gen youn ekip kriminèl ki fè dap-piyan sou aparèy Leta a pou yo anrichi tèt yo pandan ke pèp la pa benefisye youn ti miyèt nan 4 milya 2 san milyon dola ameriken lajan Fon PetwoKaribe a. Fòk yo renmèt lajan an. Fòk gen youn fason pou yo tout vin devan Lajistis, yo tout ki tranpe nan vòl lajan PetwoKaribe a.*

« *Kanta pou sa yo ki nan plas Leta toujou e ki mouye nan kesyon PetwoKaribe a, tankou prezidan Jovnèl Moyiz, se pou yo demisyonnen tou swit epi mete yo aladispozisyon Lajistis. Youn mounn ki mele nan kòripsyon PetwoKaribe a pa ka konprann li ka vin dirije pèp sa a ke yo fin toufounen an. Pa gen sa pyès. Dayè, se li menm-menm, ki te met youn twit deyò nan dat 8 novanm 2018, mande tout mounn ki tranpe nan kesyon PetwoKaribe a pou yo mete yo aladispozisyon Lajistis. Kidonk, Jovnèl Moyiz fèt pou bay egzanp sa l preche a* ».

N ap oblije ret la, men pa anvan nou bay dènye pawòl pastè yo ki fini ak youn vèse Labib. Se Pwovèb chapit 14, vèse 34 : «*Lajistis fè youn nasyon byen kanpe, men peche, kòripsyon, enjistis se lawont pou youn pèp* ». Epi yo fini ak dènye bagay y ap mande Bondye pou peyi a : « *Tanpri, Papa Bondye, voye je w sou Ayiti e pwoteje l kont tout move zè !* »

Apa de pastè pwotestan yo, gen evèk Legliz katolik yo ki te pran pozisyon pou pèp la nan youn kominike yo te pibliye nan dat 7 jen 2019. Depi nan tit dokiman sa a yo di pozisyon yo : «*L'heure d'un nécessaire changement de comportement et de mentalité* ». Wi, « *lè a rive pou gen youn vrè chanjman ni nan ajisman ni nan mantalite nou* », jan n panse.

Se 15 evèk katolik, ki reprezante tout pawas ann Ayiti, ki siyen dokiman sa a, byen klè alega «*sous maladi k ap wonje peyi a* ». Yo di se jan mounn renmen lajan twòp. « *Lanmou pou lajan vin chanje tout bon bagay nan sosyete a. Akòz lajan, nou bay vag sou sa ki te ban nou bon jan karaktè epi nou vin bay lòt bagay enpòtans yo pa merite* ». Epi evèk yo di lè a rivé pou nou panche sou sa Sen Pòl (Paul) te konstate lè l te ekri Timote (Timothée), nan premye Timote chapit 6, vèse 10 : « *Lanmou lajan se rasin tout move bagay* ». Men sa pa sifi pou n « *konstate* », men se pou n aji de fason pou n «*derasinen* » moveste sa a.

Depi n tande jan yo kòmanse a, nou konnen kibò y ap vini. Efektivman se la yo vini, sou 2 rapò « *La Cour supérieure des comptes* » la ki montre gagòt mesye-dam gouvènman an fè nan lajan PetwoKaribe a. Yo di : « *Se youn wont pou n wè kijan sosyete nou an, a pi wo nivo posib, ap benyen nan kòripsyon. Kòripsyon an blayi kò l toupaou, li tounen youn bagay de pè an fis, youn labou santi, youn bagay degradan, anfen youn vòl òganize. Se youn maleng sosyal ki lakòz tout enstitisyon peyi a gangrennen, fè politik peyi a malad, ki menase demokrasi ak lapè nan sosyete a. Epi se konsa n ap sibi san gad dèyè, kit se sou etik, sètadi jan mounn byen elve dwe aji, swa sou ekonomi nou, swa sou devlopman peyi a* ». Mezanmi, men nan ki eta evèk yo di nou ye, paske mounn kite lajan fin pran

Ale nan paj 12

Jovnèl Moyiz bloke an Ayiti, li pa konn ki jan pou l kite pandan pep la ap mete presyon sou li.

Senatè Jozèf Lambè gen nen fen, li bwote avan manifestasyon gaye nan dimanch maten.

LE COIN DE L'HISTOIRE

Alexandre Lerouge, député indépendant

Par Charles Dupuy

Alexandre Lerouge était un journaliste, un politicien, un homme de bien. Lerouge était un authentique fils du peuple, un Mulâtre originaire de Quartier-Morin, village des environs du Cap-Haïtien, où s'était installé son père, Gabriel Lerouge, un ancien religieux français. Gabriel Lerouge, qui s'était naturalisé Haïtien, après qu'il eut renoncé aux Ordres, fonda une famille avec une fille du pays qui lui donna une nombreuse progéniture.

Pendant l'Occupation américaine, le très jeune Alexandre Lerouge assista au combat courageux et mouvementé que voulut livrer son père, Gabriel Lerouge, contre les envahisseurs de sa patrie d'adoption. Farouche avocat de la pensée critique, le père de Lerouge avait fondé le journal *L'Etincelle*, un modeste organe de presse avec lequel il se jeta avec une ardeur exaltée dans la lutte pour la défense du peuple opprimé.

Alexandre Lerouge hérita de son père la foi en l'idéal nationaliste et une passion pour les justes causes. Lerouge débuta en politique à la chute de Lescot, en 1946. Partisan convaincu du président Estimé, il se trouvait parmi les activistes qui, en décembre 1950, conduisaient le peuple du Bel-Air vers les locaux du Sénat qu'il pilla de fond en comble. Rappelons que les sénateurs refusaient d'entériner les modifications constitutionnelles qui auraient procuré à Estimé le mandat supplémentaire qu'il réclamait. Le saccage du Sénat précipita les événements et entraîna le renversement d'Estimé par le colonel Paul Magloire.

Magloire et Lerouge venaient incidemment du même patelin. En effet, les deux hommes étaient, l'un et l'autre, de Quartier-Morin, mais, pendant toute la présidence du premier, le second allait connaître la prison et les mauvais traitements. Dans son exil, Magloire se défendra bien d'avoir jamais voulu persécuter Lerouge, lequel aurait été, et cela à son insu, la malheureuse victime de Luc E. Fouché, son ministre de l'Intérieur, un politicien rancunier qui portait sans doute de vieilles et obscures animosités contre Lerouge.

Après la chute de Magloire, Alexandre Lerouge, s'engagea aux côtés du sénateur Louis Déjoie dont il appréciait le programme électoral qui proposait « *la politique de la terre, la seule, la vraie* ». Tout en défendant la cause de son candidat, Lerouge, « *le bombardier du Nord* », lançait à la radio des diatribes remplies de ressentiments contre Paul E. Magloire, le président déchu, dont il réclamait la saisie des biens en rétorsion légitime des « *quatorze bastonnades en règle* » qu'il disait avoir subies dans ses geôles. Rien de moins.

Les discours radiophoniques de Lerouge, toujours pétillants d'humour et d'ironie, procuraient le plus vif plaisir à ses auditeurs qui se régalaient de sa verve polémique intarissable. Ainsi, lorsqu'il apprit avec consternation que Duvalier était entré au Quartier-Morin en donnant le bras au sénateur Jacques Magloire, le frère de l'ex-président, Lerouge l'apostropha vertement. « *Candidat Duvalier*, déclara-t-il, *j'ai quelques questions à vous poser ! Première question ! On vous a vu à la table des Magloire, mangeant et buvant avec eux, est-ce que votre appétit glouton l'aurait emporté sur l'instinct de conservation ?* »

Pendant la campagne de 1957, Lerouge, en sa qualité de représentant du sénateur Déjoie dans le Nord, aura vécu les plus rocambolesques aventures. Par exemple, il se plaisait à raconter comment il fut nuitamment réveillé chez lui, au Cap, par un homme qui se disait chargé de mission des services secrets dominicains. Cet espion de Trujillo, qui s'était, du reste, travesti en femme, lui demanda de le conduire d'urgence auprès de Déjoie. Lerouge sauta dans un taxi qui, au milieu de la matinée, déposait les deux hommes à Port-au-Prince, devant la résidence du sénateur. Une fois averti de la visite, Déjoie fit rapidement introduire Lerouge et le messager dans son bureau. L'émissaire dominicain tenta aussitôt de faire comprendre à Déjoie que sa communication était de nature hautement confidentielle et qu'ainsi donc, la présence de Lerouge était… indésirable. Déjoie lui coupa vivement la parole avec ces mots: « *Je n'ai pas de secret pour Alexandre Lerouge !* » C'est alors sans réticence que l'agent de Trujillo lui délivra le fameux message dont voici la teneur. Trujillo, qui envoyait ses meilleures salutations au candidat Déjoie, voulait savoir de quelle façon il pourrait l'aider à parvenir à la présidence d'Haïti. Lerouge affirme avoir vu Déjoie se lever d'un bond de son fauteuil pour s'exclamer avec indignation et grandiloquence : « *Allez dire au dictateur Trujillo qu'entre lui et moi il y a le fleuve de sang de ces trente-cinq mille paysans haïtiens qu'il a lâchement fait massacrer en 1937, et que jamais, au* C'était compter sans la ténacité de Lerouge dont la force d'âme, les traits de courage et la détermination lui rallièrent rapidement la sympathie des jeunes de la ville. Dès ce moment, Lerouge, qui avait retrouvé ses talents d'orateur, va électriser les masses, les transporter par son verbe chaud, les gagner entièrement à sa cause. C'est ainsi qu'à quelques jours des élections législatives de 1979, ce qui était considéré comme un pari insensé devenait une quasi-certitude, Alexandre Lerouge, le candidat indépendant, l'ancien déjoïste, allait inévitablement entrer à la Chambre des députés.

Comme la presse haïtienne et étrangère commençaient à s'intéresser à l'événement, Port-au-Prince comprit l'importance de l'enjeu et voulut réagir en dépêchant d'urgence pour combattre Lerouge, nul autre que le sous-secrétaire d'Etat à l'Information, le sieur Claude Vixamar, un enseignant de carrière, un ancien préfet du Cap. Vixamar était un discoureur au verbe fleuri qui voulut, une nouvelle fois, se faire le panégyriste du duvaliérisme intégral, du noirisme. Mais le peuple ne voulait plus entendre la propagande éculée qu'il venait leur servir, il préférait manifestement les harangues enflammées de Lerouge, la franchise, la droiture de l'homme ainsi que les tranchantes accusations de corruption qu'il portait vaillamment contre le régime des Duvalier. Le dimanche 11 février 1979, dans la ville patrouillée par les diplomates et les correspondants de la presse internationale, les Capois, par un vote massif, élisaient Alexandre Lerouge à la députation.

La première fois que Lerouge alla dénoncer la corruption duvaliériste au Parlement haïtien, les assistants cédèrent si bien à la panique que la salle se vida de moitié. Lerouge devint rapidement l'homme à abattre pour le gouvernement qu'il menaçait par ses attaques incessantes. C'est ainsi qu'une fois le député Lerouge fut réclamé au Palais par le président de la République, qui disait vouloir le rencontrer, afin de discuter de certaines questions politiques délicates. Quand Lerouge fut introduit auprès du président, ce dernier se trouvait en compagnie de sa femme, Michèle Bennett. Celle-ci, Lerouge le savait, avait la singulière et vilaine habitude de se lever au beau milieu de ces entretiens qu'elle avait elle-même exigés d'ailleurs, afin de tancer le visiteur, le chapitrer, l'invectiver et finalement lui servir une retentissante gifle qui mettait fin à la conversation. Dès que Michèle se dressa pour marcher vers Lerouge en lui crachant des grossièretés, ce dernier se tourna vers Jean-Claude et lui cria : «*Président ! Je vous préviens, surmon honneur, si votre femme fait un pas de plus et ose me frapper, je ne manquerai pas de répondre à ses coups, et vous serez alors obligé de me faire assassiner et de montrer mon cadavre au peuple haïtien !* »

Jean-Claude, mesurant tout d'un coup les conséquences politiques incontrôlables que pourrait prendre cette fois le petit manège de sa femme, se précipita pour la calmer et la faire se tenir tranquille. Lerouge présenta alors ses profonds respects au couple présidentiel confondu d'étonnement et parvint à sortir indemne du Palais national.

Le 13 août 1980, Lerouge interpellait le ministre des Affaires sociales et celui des Affaires étrangères. La séance promettait d'être mouvementée puisque le député voulait entendre de la bouche même de ces messieurs ce qu'il advenait des sommes remis à l'Etat haïtien pour l'embauche des travailleurs saisonniers en République dominicaine. Comme il semblait évident que ces fonds étaient détournés en haut lieu, il fallut tout le savoir-faire du président de l'Assemblée, M. Jaurès Lévesque, pour que les débats ne se transforment pas en véritable séance de mise en accusation. L'année suivante, c'était au tour du ministre de l'Agriculture d'être convoqué par Lerouge qui lui pose alors toute une batterie de questions aussi épineuses que délicates sur la gestion de ses dossiers. Cette fois, ce sont les députés, les propres collègues de Lerouge, qui se précipitent au secours du ministre en recourant à cette tactique vicieuse consistant à applaudir à tout rompre chacune de ses réponses, même les plus inconsistantes, les plus stupides et les plus saugrenues qu'il aura formulées.

Pour se venger de celui qui s'était exposé à de si grands périls pour défendre ses convictions, les duvaliéristes s'attaqueront à son intégrité morale, utiliseront contre lui les plus basses calomnies, diffameront Lerouge en prétendant qu'ils avaient acheté son silence en lui procurant… une auto. Des allégations aussi fausses que mensongères ! Sans jamais démériter et jusqu'à la fin, Alexandre Lerouge attaquera avec la plus extrême vigueur les crimes économiques de la dictature duvaliériste, se comportera avec le même courage, la même résolution qui avait fait l'admiration de ses électeurs. Devenu aveugle et affaibli par la maladie, Lerouge, qui avait professé toute sa vie le mépris de la rapine, de la prévarication et des politiciens véreux, s'est éteint à Port-au-Prince dans l'indifférence générale. Alexandre Lerouge est mort comme il a vécu, c'est-à-dire pauvre, mais enveloppé de son honneur et de sa dignité. C.D. Pour acheter les livres: coindelhistoire@gmail.com

(450) 444-7185 / (514) 862-7185

CHRONIQUEUR INVITÉ/GUEST COLLUMNIST

Let's energize our infrastructure

By Jim Nicholson *

Up and down the East Coast, state lawmakers are fighting the Trump administration's efforts to allow natural gas and oil development in the Atlantic. These politicians recently adopted a novel tactic—they're blocking construction of onshore pipelines, terminals, and other energy infrastructure that would be needed to process offshore natural gas and oil.

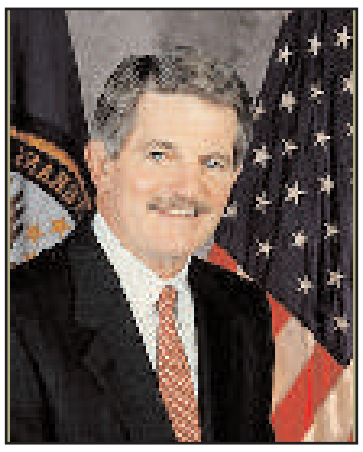
Blocking energy infrastructure projects deprives workers of good jobs and weakens our energy and national security. Energy infrastructure such as pipelines are also the safest, most reliable way to get energy from point A to point B — energy that communities, families and businesses need to live their every day lives: driving to work, going to school, using their iPhones and cooking their dinner.

Immense energy wealth is expected to lie off America's coasts. The Outer Continental Shelf (OCS) — the submerged federal territory beneath the Arctic, Atlantic, and Pacific Oceans and the Gulf of Mexico — could contain as much as 90 billion barrels of oil and 328 trillion cubic feet of natural gas.

Tapping these energy deposits could support 730,000 American jobs and generate nearly $120 billion in cumulative tax revenues for the federal government over the next 20 years.

By opposing the infrastructure needed for offshore development, state lawmakers are kneecapping their local economies. And it's not just our coastal states—offshore development could help economies across the nation.

Energy companies have dramatically increased natural gas and oil production in recent years, while reducing their environmental footprint. Last year, we became the



Jim Nicholson

world's top oil producer, surpassing Russia and Saudi Arabia, while reducing U.S. CO2 emissions from energy sources to twenty-five year lows.

The failure to develop offshore resources and invest in infrastructure doesn't just weaken the U.S. energy revolution — it also compromises our access to reliable and affordable energy, national security and also slows down environmental progress.

Consider the political opposition to the Access Northeast pipeline, which would have transported affordable natural gas throughout much of New England. The project would have brought $3.2 billion in private investments to local communities, created new jobs, and saved New Englanders $1 billion a year by reducing electricity bills.

But the Massachusetts Supreme Judicial Court ruled against the project in 2016, putting the entire region's energy security at risk.

When temperatures dropped and energy demand skyrocketed, New Englanders had no way to access U.S.-produced natural gas. In 2018 New Englanders turned to Russian liquefied natural gas.

ßIt makes no sense to rely on nations like Russia or Venezuela for our energy needs — especially when we have such immense natural gas and oil deposits available offshore.

America has been blessed with ample energy resources. But that means nothing if we don't develop our offshore resources and build the energy infrastructure needed to harness it.

* Jim Nicholson served as Secretary of the Department of Veterans Affairs under the George W. Bush Administration, as well as U.S. Ambassador to the Holy See. This op-ed first appeared in Fox Business on www.foxbusiness.com.

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

Yon pyès idantite valab
ka ouvri anpil posiblite.

Ou ka ouvri yon kont
labank, pa egzanp.

Fè yon IDNYC. Ou ka itilize kat idantifikasyon gratis nan NYC ou a pou ouvri yon kont labank. Epitou kat IDNYC ou a ka ede ou jwenn aksè gratis nan klas sou entènèt ak sèvis Minisipalite vil la; ansèmm ak rabè sou tikè, preskripsyon, ak manje. Se kat sa a ki louvri tout pòt nan tout vil la.

Tout rezidan Vil New York ki gen 10 zan oswa plis kalifye pou aplike.
Rele 311 oswa ale sou nyc.gov/idnyc

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 9

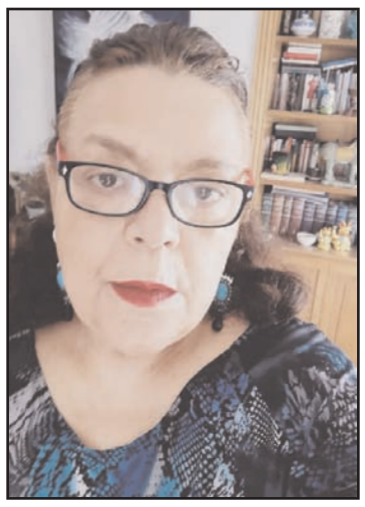
REGARD DE LA FENÊTRE

RÉFLEXIONS SUR LA « POLITIQUE CULTURELLE » EN HAÏTI

Par Michelle Mevs

Est-il possible de démocratiser cet aspect du développement ? La « culture » est-elle un terrain réservé aux seuls connaisseurs, au lieu d'être accessible à tous ? A quand le débat culturel (grande ouverture) en Haïti ?

Commençons d'abord avec une réflexion de* Jean Price-Mars, *grand défenseur de la culture proprement haïtienne. Champion de la négritude et grand défenseur du vodou à une



Michelle Portes Mevs

époque et dans un contexte de triomphe du racisme et de soumission à la chrétienté.

« *...nous n'avons de chance d'être nous-mêmes que si nous ne répudions aucune part de l'héritage ancestral* », écrit-il.

Il est opportun d'évoquer la définition de la culture par l'UNESCO, à partir de la Déclaration de Mexico sur les « *politiques culturelles* ». Nous nous référons ici à la Conférence mondiale sur les politiques culturelles qui eut lieu à Mexico City, du 26 juillet au 6 août 1982.

« *La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances* ».

En Haïti, on a tout démocratisé depuis 1987. Du moins, on a essayé d'y aboutir : la politique par le vote au scrutin universel, par l'équilibre des trois pouvoirs indépendants, la communication libre des médias, etc.… cependant, le secteur culturel est en reste.

On a l´impression que l´expression culturelle ne subit qu´un diktat par le haut, une attitude non-inclusive de certains groupes des secteurs privilégiés envers la population en général.

En étudiant à fond notre culture, nos concitoyens dans leur majorité sauront qui ils sont, comprendront les différences entre eux et les autres, ce qui est bon et ce qui mérite d'évoluer, mais et en quel sens.

Pour mieux comprendre qui nous sommes, il faudra se référer à l'anthropologie culturelle et sociale dont la définition suit :

« *L'anthropologie sociale et culturelle est la science qui s'intéresse aux groupes humains quelles que soient leurs caractéristiques. Elle a pour objet d'étude tous les phénomènes sociaux qui requièrent une explication par des facteurs culturels* ». (Source Wikipédia).

En Haïti, aux postes de commande se rapportant à l'art, un des piliers de la culture avec le patrimoine religieux, on n'a rien démocratisé... de surcroît, on n'a rien organisé afin que tous aient accès à la compréhension, à l'évaluation, à la participation, pour l'évolution de notre secteur culturel.

La culture, en Haïti, serait captive d'un petit groupe d'intellectuels ayant étudié l'histoire de l'art, très souvent marchands d'art, ou connaisseur en histoire tout court, qui calibrent unilatéralement ce qui est, ce qui est acceptable et s'attachent à l'idée que ce sont les Haïtiens, en majorité des classes défavorisées et moyennes, qui vivent la culture et sont à son origine, strictement locale. Cela ne veut pas dire qu´ils en possèdent les clés, ni la compréhension.

Ces catégories seraient tenues dans l'ignorance de ce qu'est la culture afin de préserver certains privilèges alors qu´ils auraient droit à la formation, et de participation au débat démocratique sur le sujet.

L'information sur la culture circule en petit cercles fermés et l'éducation des masses n'a pas lieu. Aussi demandons-nous :

Combien de séminaires informatifs ont été mis sur pied afin d'enseigner et d'éduquer régionalement sur différents aspects de notre culture ? Combien de discussions et de consultations physiques ont été menées entre citoyens intéressés, sous l'égide du ministère de la Culture ? Combien d'associations culturelles ont entrepris d´investiguer sir certains thèmes culturels faisant appel à la participation du citoyen lambda ? Combien de collectifs, de partis politiques évitent de penser à cette vérité : que la fracture sociale en Haïti pourrait avoir en soubassement la méconnaissance profonde de nos pratiques culturelles, de leur évolution dans le temps ?

Ne serait-il pas souhaitable de promouvoir un éveil du plus grand nombre à une plus juste valorisation de la culture locale, et à sa participation accrue à de telles pratiques ?

Il est certain que la culture haïtienne est multiple dans ses intrants et fascinante par sa diversité. Aussi, écrit Jean Price Mars : les Tainos, les Africains, les Blancs, ce mélange le fascine.

Pour plus de précision, pensons à reprendre : « La « *société* » désigne la composante humaine, les gens et les relations entre eux; la « *culture* » se réfère aux ressources accumulées, immatérielles et matérielles, que les gens ont acquises, transmises et modifiées par l'apprentissage social. Mais l'approfondissement de l'une ou de l'autre doit inclure l'étude des relations sociales et des valeurs, à travers l'examen du comportement humain.

Il est encourageant que les états généraux convoqués par le président d'Haïti, afin de proposer des solutions pour résoudre la crise politique en cours, se concentre sur un état-des-lieux, dans le cadre de son étude de la politique culturelle, tel qu'il est décrit aux 123 à 125. Le manifeste du Collectif des musiciens, comédiens et producteurs haïtiens: *Atis yo* de Raoul Denis jr fait état de la situation, et offre des suggestions.

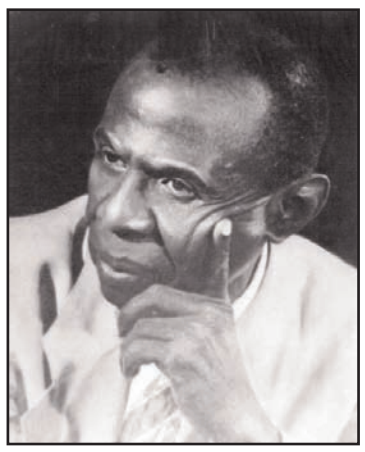
Les recommandations de M. Denis aux dirigeants du pays permettront sans aucun doute l´installation d´une structure économico-sociale de soutien aux artistes. Il met en avant tout un train de mesures touchant la vie des artistes. L´éducation et la formation de jeunes dans ce domaine, la régulation et le renforcement de la loi, la gestion des dossiers par l'entremise d'un partenariat public-privé, la valorisation et la promotion des artistes. De plus, l'application de la loi sur le droit d´auteur et les subventions aux artistes, sous forme de sécurité sociale. La prévention contre le dénuement économique de nos plus grands artistes : tant de musiciens sont morts dans le dénuement, faute d'assistance ou d'accompagnement social à la fin de leur carrière.

Les organismes autonomes déjà existants, tels qu'En Arts, l´Inamuh, le Théâtre National d´État, etc., en sus des médias comme, l´Ispan, etc. devraient être mis à l´ordre du jour pour les rendre plus efficients.

De toute évidence, le plus grand obstacle est budgétaire. Celui-ci bloque les aspirations du secteur et ses projets. Nous avons actuellement d'autres impératifs plus pressants, et pourtant il nous faut trouver des fonds nécessaires à l´éducation de nos adolescents aux mécanismes de la culture nationale faisant de leur identité un socle stable sur lequel avancer, dès le plus jeune âge.

Il est à souhaiter que soient trouvés les moyens de valoriser nos tendances, de perfectionner nos voix, ou d'améliorer notre culture après le débat et que les résultats remontent jusqu'aux décideurs pour que, finalement soit assuré l'épanouissement national.

Débroussailler la culture c'est s'ouvrir un chemin de lumière pour tous, quels qu'ils soient, et pour aider à mieux appréhender notre milieu, puis le monde enfin,



Jean Price Mars.

pour mieux équilibrer notre avenir.

La réalité culturelle en France

« C'est un fait, la culture ne fait pas partie des quatre grands thèmes retenus par le gouvernement pour structurer le grand Débat national, qui a lieu entre les gilets jaunes et le gouvernement. Pourtant. la fracture sociale. qui traverse le pays s'appuie aussi sur une fracture culturelle. On a pu déplorer cette absence, en faire un signal en soi. Le grand débat, la plateforme granddebatculture.fr a déjà commencé à recueillir des arguments, des propositions, et des votes, tandis que le premier débat physique prendra place demain à l'École nationale supérieure des Beaux Arts. (Source *France-Culture*).

En même temps, un modèle à suivre, avec attention, celui de la citoyenneté culturelle. Elle se rapporte au secteur de la promotion de l'organisation de l´industrie culturelle.

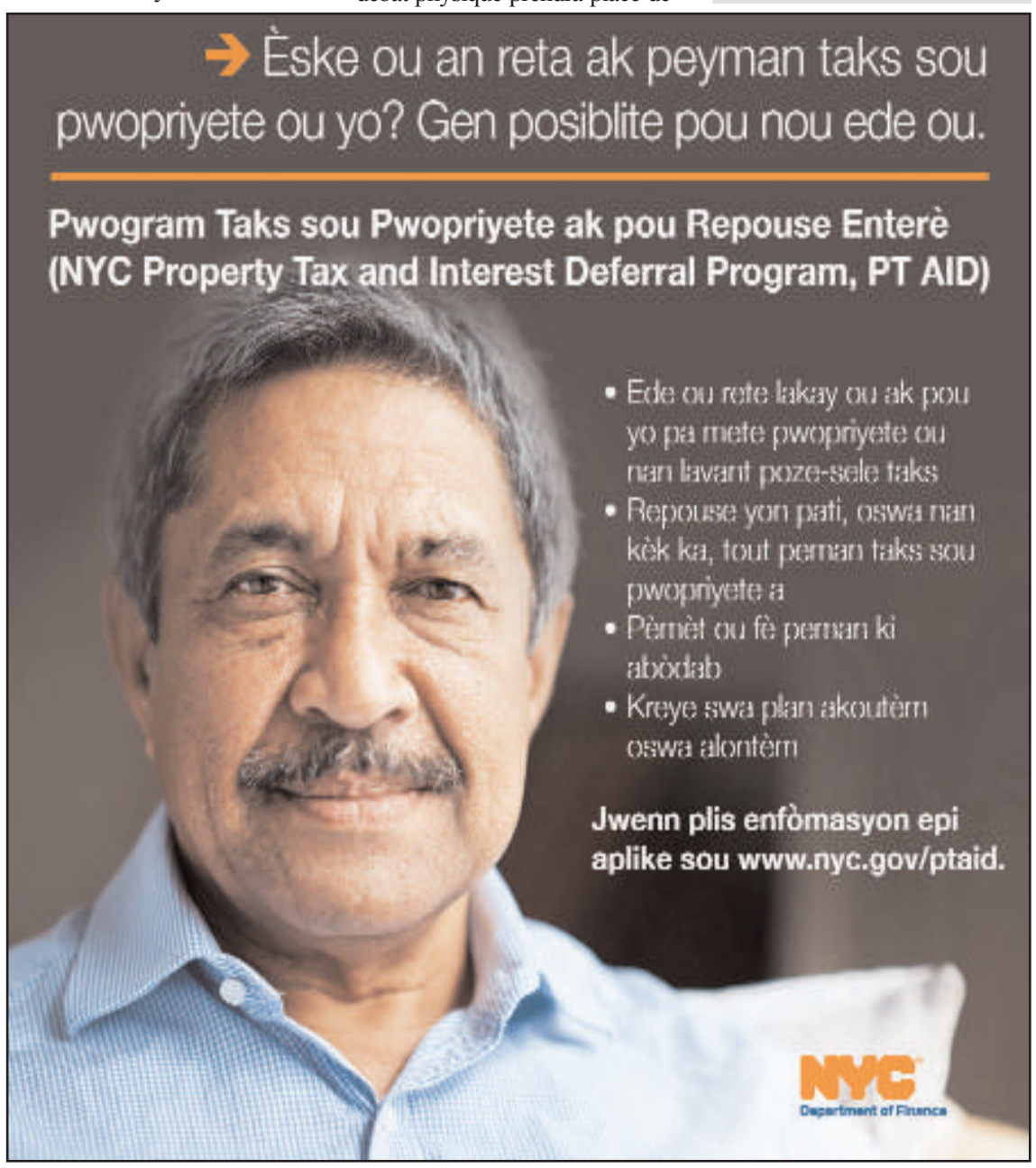
Quand il s'agit de rentabiliser la culture, il y a des modèles variés à suivre : ceux de La France, du Canada, par exemple.

De là surgit la différence certaine, comme le dit jacques Lang, entre culture et culturel. Néanmoins, on retrouve le mot culte ici et là. D'où l'intérêt que nous portons à l'étude du domaine religieux. Nous savons déjà bien entendu que quand il s'agit de culture du spectacle monnayé pour entretenir un certain public, il ne peut s'agir que du culturel entrant en jeux.

Faut dire qu'en Haïti le culte vodou et le syncrétisme religieux occupent un immense espace dans la psyché des Haïtiens et donc dans leur culture. Ils sont un patrimoine qui pourrait, par l'entremise de du mouvement de citoyenneté culturelle rapporter grand au pays. On voit bien comment la France s'est spécialisée dans le secteur du marketing culturel. Les châteaux français, l´art français, le luxe français dominent le marché de la citoyenneté culturelle envahissant les pays là ou l'argent circule en abondance.

Observons le Canada, un pays qui fait un bond en avant sur le thème citoyenneté culturelle. La notion de citoyenneté culturelle comprend toute un arsenal de mesures telles qu'il : « *Suppose une appropriation, par les individus, des moyens adéquats de*

Suite en page 15



Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 10

ÉDITORIAL

En Haïti, le pouvoir est pris d'assaut par des criminels endurcis

Nous avons déjà tiré la sonnette d'alarme pour crier, haut et fort, qu'avec le régime PHTK au pouvoir, le peuple haïtien se trouve sous la férule d'une «*entité criminelle* ». Après la publication du second rapport d'audit de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA), nous pouvons conclure que Jovenel Moïse et la clique qui gouverne avec lui sont des « *criminels endurcis* ». C'est le moins qu'on puisse dire, à la lumière des déclarations et stratégies mises en place par le Palais national et ses alliés œuvrant pour faire échec à ce qu'ils devraient attendre naturellement : la mise en mouvement de l'action judiciaire contre le chef de l'État et ses alliés ayant conspiré pour voler, gaspiller et détourner les plus de USD 4 milliards $ du Fond PetroCaribe.

L'implication du premier citoyen de la République dans la plus grande conspiration financière depuis l'indépendance jamais ourdie contre la République a déclenché une vague d'indignation, de protestations et de demandes, avec raison, la « *démission immédiate et sans condition* » de Jovenel Moïse. De tous les coins du pays, notamment des institutions et entités les plus respectées d'Haïti, sont lancées des appels à la destitution pure et simple de celui qui a prêté serment de respecter et de faire respecter la Constitution et les lois du pays. Dans sa dernière intervention, la Conférence épiscopale d'Haïti (CEH) préconise un changement radical et propose une nouvelle génération de dirigeants dont l'intégrité, l'honnêteté et la compétence ne sont pas à démontrer. D'autres institutions du pays ont abondé dans le même sens.

En effet, intervenant sur ce sujet, dans sa note de presse en date du 3 juin, la Conférence des pasteurs protestants haïtiens (COPAH) souligne : « *Le rapport met aussi en évidence l'existence d'une véritable structure criminelle qui s'est accaparée de l'appareil d'État à des fins d'enrichissement illicite, au détriment des intérêts du peuple haïtien, qui n'a rien bénéficié des 4,2 milliards de dollars américains du fonds PetroCaribe qu'il doit rembourser*».

Dans le même document, les pasteurs protestants se positionnent : «*La COPAH souhaite que toutes les mesures soient prises en vue de traduire en justice tous ceux et toutes celles qui sont impliqués directement ou indirectement dans la dilapidation du fonds PetroCaribe* ».

La COPAH exhorte tous ceux impliqués dans ce scandale, qui occupent encore des fonctions publiques, y compris le président de la République, directement concerné, « *à démissionner immédiatement et à se mettre à la disposition de la Justice*». Et l'organisation protestante de souligner : *En plus d'être passible de crimes de haute trahison pour l'affaire des sept mercenaires, quelqu'un qui est indexé dans une grosse affaire de corruption, comme celle de PetroCaribe, ne peut pas prétendre diriger un peuple dont il s'est abusé cruellement* ».

Se révélant encore plus sévère, à l'égard de M. Moïse, la note de la COPAH ajoute : « *La démission de Jovenel Moïse de ses fonctions est l'une des principales garanties pour la tenue d'un procès équitable, dans le cadre de l'affaire PetroCaribe et pour éviter au pays des bouleversements sociaux et politiques. Comme il l'avait suggéré lui-même, le 18 octobre 2018, dans un tweet, appelant tous les grands commis de l'État ayant eu une part active, dans la gestion du fonds PetroCaribe, à se mettre à la disposition de la justice, Jovenel Moïse doit prêcher par l'exemple en se rendant volontairement à la justice pour les suites de droit. C'est le plus grand service qu'il puisse rendre au pays en ces moments particulièrement difficiles pour l'ensemble de la population* ».

Pour sa part, la Fédération protestante d'Haïti (FPH), dans une note de presse rédigée en créole, appelle à la mise en place d'une nouvelle manière de gérer le pays. Car, dit la note : « *Ce système ne tient plus. Il doit changer* ». Le message de la FPH souhaite la collaboration de tous à la création d'un système capable de répondre aux revendications du peuple. Puisque, affirme encore le document : « *Si le capitaine du bateau ignore la destination, s'il ne peut faire le voyage, il doit reconnaître son incapacité. Qu'il remette le gouvernail à un autre. Le peuple haïtien a assez souffert* ».

La FPH conclut en disant que l'heure est venue pour que la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif rende des arrêts de débet à l'encontre de toutes les personnes citées dans son dernier rapport d'audit du Fonds PetroCaribe. Voilà, dit-elle, une des conditions sine qua non pour réaliser un procès équitable.

Les évêques catholiques d'Haïti, qui font entendre leurs voix toutes les fois que le pays fait face à des crises sociopolitiques extrêmement graves, sont intervenus, eux aussi, sur le rapport d'audit de la CSC/CA relatif au Fonds PetroCaribe. Dans son dernier message, la Convention épiscopale d'Haïti s'écrie : «*Notre pays traîne honteusement dans la corruption au plus haut niveau de la société. La corruption généralisée devient un mal endémique, une bourbe salissante, un fait dégradant, un vol organisé. Elle est devenue une véritable plaie sociale qui gangrène nos institutions, rend la politique malade, menace la démocratie et la paix sociale, et ainsi nuit gravement, tant d'un point de vue éthique qu'économique, au développement de notre pays* ».

Reconnaissant le rôle de « *magistrat financier* » que la CSC/CA est appelée à jouer dans le contrôle de la gestion des affaires publiques, la CEH souligne que : « *Le peuple haïtien s'attend à ce que ces deux rapports d'audit publiés par la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSCCA) ne soient pas classés sans suite. Dans sa juste colère et sa furie face à ce vaste scandale de corruption qui atteint ou éclabousse les plus hauts sommets de l'État, il exige que le procès PETROCARIBE ait bel et bien lieu. Et pour cause ! Car l'argent qui a été dilapidé de manière si éhontée, si scandaleuse, devait servir plutôt à l'amélioration de ses conditions de vie qui ne cessent de se dégrader chaque jour davantage* ».

Constatant que « *la déconcertante avarice de certains dirigeants rapaces et sans conscience (...) ne tient pas compte de la situation de misère du peuple en détresse* », les évêques d'Haïti citent le pape Jean Paul II qui s'écria, lors de sa visite en Haïti, en 1983, « *quelque chose doit changer ici* ». Aussi trouvent-ils opportun de dire « *(...) notre intervention se veut citoyenne en mettant les acteurs politiques devant leurs responsabilités. Nous les exhortons à réparer les injustices sociales, à se soumettre à la justice de leur pays si c'est le prix à payer pour reconstituer l'autorité morale de l'État et de ses dirigeants*».

Si Jovenel Moïse a été porté au pouvoir par 500 000 compatriotes, qui ont voté pour lui, aujourd'hui, plus de 4 000 000 de protestataires mobilisés sur tout le territoire national exigent sa « *démission immédiate*». Voilà pourquoi d'autres voix autorisées se prononcent dans le même sens que ces institutions. La liste serait trop longue pour les énumérer toutes. Car elles sont de tous les secteurs — politiques, sociaux ainsi que du monde des affaires —, tels que des parlementaires comme les quatre sénateurs de l'opposition plus un et leurs alliés, les partis politiques, des parlementaires, comme le député Jerry Tardieu; des hommes politiques, tel que le major Himler Rébu; des hommes d'affaires, comme le Dr Réginald Boulos, ainsi que de la société civile, sans oublier la grande majorité des media et des journalistes.

Mais jusqu'à cette minute, et en dépit de la gravité de la situation, loin de faire acte de contrition, Jovenel Moïse affiche une arrogance crasse. Car, par le truchement de ses lieutenants, il cherche à discréditer le rapport d'audit de la CSC/CA; à produire des documents de défense sans mérite; à proférer des menaces contre les juges de cette institution, allant jusqu'à tenter de kidnapper deux de ces derniers qui se rendaient à l'aéroport, dans le cadre d'un audit qu'ils devaient effectuer à l'Administration aéroportuaire. En sus de mettre en train des stratégies de blocage des initiatives visant à continuer l'enquête sur l'usage du Fonds PetroCaribe. De fait, les activistes petrochallengers ont même dénoncé un projet d'incendier les locaux des institutions de l'État détentrices de documents relatifs à l'affaire PetroCaribe.

De telles réactions de la part de Jovenel Moïse mettent en évidence le criminel endurci qui dort en lui ainsi qu'en tous ses alliés qui se comportent comme lui. Cela se comprend bien quand on se réfère aux initiatives qu'il a déployées pour se faire disculper de l'accusation de blanchiment d'argent.

Finalement, le peuple haïtien est en mode de demande de comptes à M. Moïse et à tous ses adjoints du PHTK. Il faut chasser les criminels endurcis du pouvoir et les traduire devant la justice, telle que l'exigent la Constitution et les lois !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haiti 06 Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Rt Aprt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 11

EDITORIAL

In Haiti, Government is taken over by hardened criminals

We have already pulled the alarm switch, loud and clear, alerting all that with the PHTK regime in power, the Haitian people are under the iron fist of a "criminal entity." After the publication of the second audit report of the Superior Court of Auditors and Administrative Disputes (French acronym CSC/ CA,) we can now conclude that Jovenel Moïse and the clique governing with him are "hardened criminals." That's the least we can say, in light of statements and strategies resorted to by the National Palace and their allies working to defeat what they should naturally expect: the initiation of legal action against the Head of State and his allies who conspired to steal, waste and divert more than $4 billion from the PatroCaribe Fund.

The involvement of the first citizen of the Republic in the greatest financial conspiracy against the country since independence has triggered a wave of indignation. Rightly so, the people are protesting and demanding "the immediate and unconditional resignation" of Jovenel Moïse. From all parts of the country, voices have been raised against the spendthrifts of the PetroCaribe Fund. They include the most respected institutions and entities in Haiti, all demanding the outright dismissal of those who have failed their solemn pledge to respect and enforce the Constitution and the laws of the land.

For example, in its latest sortie, the Haitian Episcopal Conference (French acronym CEH,) the highest ruling body of the Catholic Church in Haiti, advocates a radical change and proposes the establishment of a new generation of leaders whose integrity, honesty and competence are known. A position agreed to by several other institutions.

In a press release dated June 3, the CEH affirms "*the existence of a criminal structure that has taken over the State apparatus for illicit enrichment, to the detriment of the interests of the Haitian people, who have benefited nothing from the $4.2 billion PetroCaribe Fund, that must be repaid*."

Meanwhile, in their own document, the Conference of Protestant Pastors (COPAH) asserts that "*all measures should be taken to bring to justice all those who are directly or indirectly involved in the squandering of the PetroCaribe Fund.*" COPAH urges that those still in public office, including the President of the Republic, who are directly concerned, "*resign immediately and make themselves available to Justice*". In addition, the Protestant organization underscores that "*someone who is liable to the crime of high treason in the case of the seven mercenaries, now implicated in a major case of corruption in the PetroCaribe scandal, cannot claim to be the leader of the people that he has deceived so cruelly.*"

The COPAH note, severe indeed towards the president, adds, "*Jovenel Moïse's resignation from office is one of the main guarantees for a fair trial in the PetroCaribe case and to avoid a social and political upheaval in the country.*" It goes on, using the president's own words, to show what must be done. Reference is made to an October 18, 2018 *tweet* in which President Moïse called on all senior government officials who had played an active role in the management of the PetroCaribe Fund to make themselves available to Justice. Therefore, "*Jovenel Moïse must lead by example in voluntarily putting himself at the disposal of Justice for legal action. That's the greatest service he can provide the country at this particularly difficult time for the entire population.*"

On the other hand, the Protestant Federation of Haiti (PFH) issued a press release, written in Creole, calling for new management for the country. "*This system no longer holds. It must be changed,*" states PFH, adding "*All must work together to create a system that can meet the demands of the people. . . . If the captain of the ship doesn't know the destination, if he can't make the trip, he must acknowledge his incapacity. Let him hand over the rudder to someone else. The Haitian people have suffered enough.*"

In conclusion, the PFH says, "*Time has come for the Superior Court of Auditors and Administrative Disputes to issue judicial charges against all those mentioned in its latest audit report on the PetroCaribe Fund. That's a must for a fair trial.*"

As for Haiti's Catholic Bishops, who make their voices heard whenever the country is facing extremely serious socio-political crises, they weighed in on the CSC/CA audit report. In their latest message to the nation, the Haitian Episcopal Conference, the highest ruling body of the Catholic Church in Haiti, stated, "*Our country is shamefully dragged into corruption at the highest level of the society. Widespread corruption becomes an endemic evil, a most degrading dirty swamp, even organized thievery. It has become a social plague for our institutions, sickening politics, threatening democracy and social peace, thus, seriously harming the development of the country from an ethical point of view, as well as from an economic one.*"

Acknowledging the role of the CSC/CA as a "*financial regulator*" in overseeing the management of public affairs, the CEH points out: "*The Haitian people expect that the two audit reports published by the CSC/CA won't be set aside without further action. Rightly so, in their anger and fury at this vast corruption scandal that has reached the highest peak of the State, they demand that the PETROCARIBE trial take place. Understandably, because the money that has been so shamelessly and scandalously squandered away could have been used to improve the living conditions of the people, which are getting worse by the day.*"

Noting that "*in their disconcerting voracity and greediness, unconscious leaders can care less about the misery of the people in dire distress*", the Bishops refer to Pope John Paul II, who cried out, during his visit to Haiti in 1983, "*Something has got to change here.*" It is therefore appropriate, they say, *"that we intervene in behalf of the citizens by holding the political actors accountable. We urge them to redress social wrongdoings and to submit to justice of the land, if that's is the price to pay to restore moral authority of the State and of its leaders.*

While Jovenel Moïse was brought to power by 500,000 compatriots, who voted for him, today more than 4,000,000 protesters, mobilized throughout the country, are demanding his "*immediate resignation.*" That is why other authoritative voices are speaking in the same manner as the institutions. The list would be too long to name them all. Let us say they come from all sectors— political, social and business—, as well as from parliamentarians, such as the four opposition senators plus one, and their allies. Also, from political parties and other parliamentarians, such as Congressman Jerry Tardieu, politicians like former Major Himler Rébu, businessmen such as Dr Réginald Boulos, as well as civil society representatives, not to forget the vast majority of journalists from a broad cross section of the media.

However, until this last minute, and despite the gravity of the situation, far from showing himself contrite, Jovenel Moïse is displaying a filthy arrogance. Hiding behind his lieutenants, he seeks to discredit the CSC/CA audit report by presenting documents without merit and by making threats against the judges of that institution. There was even an attempt at kidnapping two of them on their way to the airport to carry out an audit of the Airport Authority. Moreover, the regime is implementing strategies to block any further investigation into the use of the PetroCaribe Fund. In fact, activists among the Petrochallengers have denounced a plan to burn down the premises of State institutions holding documents relating to the PetroCaribe case.

Such reactions on the part of Jovenel Moïse and his minions highlight the hardened criminals they are. But it's not surprising when it's known how he went all out to force a judge to issue an order exonerating him from charges of money laundering dating to before he was sworn-in as president.

Finally, the Haitian people have decided to hold Mr. Moïse and his PHTK associates accountable. There can't be any mercy for hardened criminals who are holding unto power, in defiance of the Constitution and the laws of the land which demand their destitution and incarceration.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 12

Kreyòl

Soti nan paj 6

nanm yo.

Epi yo vide anpil pawòl alega eskandal sa a ke *Lakou siperyè a* vin dekouvri, « *youn eskandal kòripsyon ki sal gouvènman an nan tout kò l rive jouk nan tèt* ». Se poutèt sa, yo di « *Aryenafè, fòk pwosè PETROCARIBE a fèt anfòm, jan sa dwa. Paske lajan bann sanwont yo vòlò a se youn kokennchenn eskandal. Tout lajan sa a te ka sèvi pou amelyore kondisyon lavi pèp la ki vin pi mal de jou an jou* ».

Evèk yo lonje dwèt sou «*youn bann dirijan san konsyans, aloufa k ap ranmase tout pou yo. Yo pa konn sa k rele mizè youn pèp k ap trepase* ». Avèk mounn konsa, kijan pou youn peyi fè pwogrè ? « *Se youn sitiyasyon enstabilite politik tout tan. Anfèt, nou vin rantre nan you 'epòk mounn sou, ansasen san limit' epi pèsonn pa ka chape anba vyolans sa a ki blayi toupatou nan peyi a* ». Se poutèt sa evèk yo mande pou youn « *priz de konsyans, pou dirijan yo ki lakòz peyi a rive kote l rive a fè youn jès, aksepte pou lajistis fè travay li menm kont yo menmmenm pou Leta ka vin kanpe jan sa dwa* ». Se gwo pawòl, mezanmi ! M espere otorite yo, an kòmansan pa prezidan Jovnèl Moyiz, va konprann sa yo di l la.

Epi evèk yo mande pou tout fidèl yo, pitit Bondye yo, priye pou Ayiti san rete pou « *lagras ak benediksyon vin blayi sou peyi a*». Antan ke katolik, yo mande konkou « *Lavyèj Mari, pou vrèman gen youn chanjman nan ajisman yo e nan mantalite yo* », sètadi nan fason yo panse, «*dekwa pou Ayiti vin jwenn liberasyon l* ».

Epi nan dimanch, 9 jen an, pandan pèp la te pran lari nan tout peyi a, plis pase 4 milyon mounn ap manifeste nan tout vil yo, nan Vatikan, kote pi gwo otorite Legliz katolik la ye a, mesaj la bay nan « Nouvèl Vatikan an » pou di ke pèp ayisyen an kanpe kont « *Kòripsyon ki blayi kò l toupatou, jan evèk yo di a* ». Epi se konsa Vatikan reprann tout pawòl evèk Ayiti yo te deja di, youn fason pou kore yo nan pozisyon yo pran kont otorite Ayiti yo ki kite lajan pran nanm yo. ***Fò yo jije ! Men sa se twòp atò !***

Grenn Pwonmennen
12 jen 2019

NÉCROLOGIE

Décès de Monsieur Deslouches Pierre-Louis

L'entreprise Zénith funéraire annonce avec infiniment de peine le décès de M. Deslouches Pierre-Louis, survenu le 23 mai 2019, en sa résidence, à l'âge de 84 ans, après une longue maladie courageusement supportée.

En cette pénible circonstance l'entreprise Zénith funéraire présente ses sympathies à ses enfants : Joseph Deslouches Pierre-Louis et Dudie Pierre-Louis;

A ses frères et sœurs : Delmanes Pierre-Louis, Jenès, Victoire, Elymise Jean;

A ses neveux et nièces : M. Castro Jean-Gilles, Mme Aponne Jean-Gilles, Me. Josué Pierre Louis, Mme Guerline Raymond Momplaisir, Me Abbias Edumé, Me. Ikenson Edumé, Me. Darlyne Edumé John, Elie Pierre-Louis, Willy Pierre-Louis, Marie Kettely Pierre-Louis, Edwige Pierre-Louis, Rose Pierre-Louis, Lionel Pierre-Louis, Dieujuste Pierre-Louis, Dieudonne Pierre-Louis, Kessia Pierre-Louis, Jemima Pierre-Louis, Wiss Pierre-Louis, Ozapotte Pierre-Louis, Guismane Pierre-Louis, Nocent Pierre, Odée Pierre, Ilnord Pierre, Samedi pierre, Dominique Vallon, Emile Vallon, François Vallon, Vanite Vallon, Joceline Vallon, Jean Claude Vallon, Michel-Ange Vallon, Venise Vallon, Pierre Mérilus, Maxo Mérilus, Anette Lafond.

Ainsi qu'à ses petits-neveux et nièces : Castro Junior Jean-Gilles, Adelaï Jean-Gilles, Imani-Marie Jean-Gilles, Nathanaëlle Joacin, Dasenda Joacin, Emmanuel Joacin, Mark Abraham Joacin, Habacuc Mardochée John, Schopenhauer Thermidor, Christy Edumé, Samantha Edumé, Oldens Adams Momplaisir, Samuel Momplaisir.

Aussi bien à ses cousins et cousines : Eugène Pierre-Louis, Elyse Pierre-Louis, Elimène Jean, Luc Lafond, Eric Lafond, Elda RENE, Micheline René, Felix René, Esdras René, Laban Fleurimond, Elda Fleurimond, Eugene Fleurimond, Gaston Pierre-Louis, Zouthe Pierre-Louis, Darlene Pierre-Louis, Caouli Pierre-Louis, Jeannette Pierre-Louis, Dieudonne Pierre-Louis, Amos Pierre-Louis, Pasteur Moïse Bernard, Wedly Junior Noël, Dr. Yves Dérisier, Nirva Dérisier, Kerlin Dérisier, Araron Dérisier, Dominique Déisier et Dr. Sherly Dérisier, Marie Josée Dérisier, Yveline Dérisier, Vanite Dérisier, Nodier Dérisier, Jalouse Dérisier, Fednel Dérisier, Kesner Belamour, Lebien Dérisier, Naël Déisier, Delva Dérisier, Guy Dérisier, Georges Dérisier.

A tous les parents, amis et alliés affligés par ce deuil : Me. Petit Blanc Yvelt, Sénateur Joseph Joël John, Pasteur Franck…, Araron Dérisier, Richamar Milpha, Micheline Jean-Gilles, Dominique Dérisier et á tous les autres parents, amis et alliés affectés par ce deuil.

Ses enfants, ses neveux et nièce : Joseph Deslouches, Dudie, Castro Jean-Gilles, Aponne Jean-Gilles.

Les familles du défunt ont reçu les parents, amis et alliés à Montagne Lavoute, localité Bel'-Air, le vendredi 7 juin 2019, de 7 heures p.m. á 11 heures p.m.

Les funérailles du très regrettée M. Deslouches Pierre-Louis ont chantées le samedi 8 juin 2019, à 9 heures a.m., à l'Eglise Baptiste Montez à bord, située à section communale Montagne Lavoute (Jacmel).

L'inhumation a eu lieu à Mathurin (Jacmel).

Que son âme repose en paix.

DÉSORMAIS PRIS EN CHARGE PAR LA JUSTICE AMÉRICAINE

Le dossier « Bateau sucré » avance à pas de géant

Les deux dernières arrestations opérées auront de graves répercussions en Haïti

Suite de la page 1

Sous prétexte d'effectuer une visite officielle en République dominicaine, où il a été reçu par le président Danilo Medina, Jovenel Moïse, désormais président élu, suite à sa victoire décrétée par le Conseil électoral dirigé par Léopold Berlanger, Moïse avait conçu le projet de rencontrer Acra, à Santo Domingo. Surtout qu'il avait quelque chose de commun avec l'homme du « *Bateau sucré* ». Moïse s'apprêtait à prêter serment comme président de la République, le 7 février 2017 — et il a, de fait, prêté serment — sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent; tandis que Marc Antoine Acra vivait en territoire dominicain en tant que fugitif.

Il semble que la rencontre avec le fugitif Acra ait eu pour motif le retour de ce dernier au pays, mais pas avant det s'assurer qu'il ne serait pas inquiété par l'affaire du Manzanares. Jovenel Moïse, qui avait profité de sa présence en République dominicaine pour rendre visite également à l'ex-président du Conseil national de gouvernement (CNG) Henry Namphy (avant qu'il ne soit mort). Critiqué d'avoir rencontré un fugitif, durant son séjour à Saint Domingue, Jovenel Moïse devait répondre qu'en tant que président élu, il pouvait rencontrer n'importe quel citoyen haïtien.

Signalons que Marc Antoine Acra retourna en Haïti, seulement quelques semaines après l'investiture de M. Moïse. Parce qu'il devait se présenter à une séance en appel de son jugement. Depuis lors, on ne sait plus à quel stade se trouve le cas du Manzanares. Il est donc aisé de comprendre à quel point Acra et ceux qui sont impliqués dans cette affaire avec lui sont aux abois, suite au transfert de Gregory Georges à une prison fédérale, à Miami, où il est inculpé, sous l'accusation de «*conspiration pour exporter des stupéfiants aux Etats-Unis* ». On peut aussi bien imaginer la terreur que l'arrestation de Mergélus inspire aux hommes d'affaires qui se savent compromis dans cette transaction de stupéfiants dont le coût est évalué à USD 100 millions $.

Si référence est généralement faite à Marc Antoine Acra, en tant que PDG de Nabatco, donc celui à qui incombe la responsabilité de la commande du sucre que transportait le Manzanares ainsi que la cargaison de drogues, le nom de son frère Sébastien est rarement mentionné en relation avec le «*Bateau sucré* ». Pourtant, selon des informations attribuées à un agent de la DEA, l'autre Acra avait effectué une visite en Colombie, précisément au port de Ventura, wharf à partir duquel devait décoller le bateau, quelques jours plus tard.

A la lumière de tous ces faits, est-il exagéré de dire qu'il y aura des pleurs et des grincements de dents dans le monde des trafiquants de drogue en Haïti ?

L.J.

PROPRI T VENDRE
 PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

Frantz
Photo & Video Studio
Over 35 Years of serving the community!
Satisfaction Guaranteed
Phone: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bet. Union & Prospect)
Frantzstudio.com

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

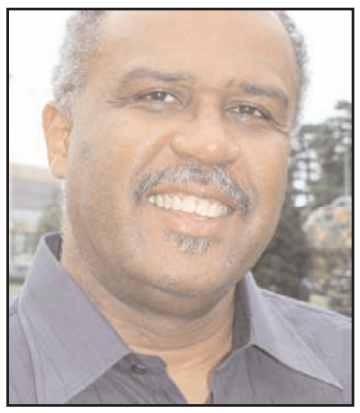
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

SUR LA ROUTE DU CINÉMA

Nouvelle frayeur *sur* MANHATTAN (10/30)

Par Dan Albertini

Ce n'est pas la peccadille d'enfant de chœur c'est le furieux abscons d'infériorité. Il prend la



Suite de la page 7

forme du luxe de son poids de son coût aussi. Il en souffre depuis ses propres temps anciens au point de craindre et fuir le syndrome de la pauvreté comme la peste. **Tragicomédie !**

Le narrateur : nous le savions, *non pas dans le sens du* 'JE' *commercial qui se renforce en* 'NOUS', mais le vrai *nous* collectif. Tout le monde le sait depuis 1982, *deux ans avant le syndrome Orwell*, l'homme n'est pas ce qu'il prétend. Il ne me revient pas ce droit de le descendre de son *trône.* Érigé au-dessus de tous dans ses besoins de valorisation imaginaire de sa quête réelle, on a en outre le droit de ne pas y rester en dessous pour le soulager du poids de ses airs. '*No capillary loop',* il s'affaissera par *'ego depletion'*. Sa méthode, ce que lui reproche d'ailleurs le candidat GOP : salir pour évacuer l'adversaire, tout le monde en fait. Il ignore feindre de son QI de *bipède* que le *Donald noir de suie* va lui rester aussi. Et en s'affaissant, il y sera davantage dedans tout seul. Voilà sa peur cachée derrière de grosses déclamations. Elles semblent pourtant des coups de massue pour le non-initié, mais des bruits de tonnerre pour l'inducteur. *Le film qui tourne au congrès : Donald est sous influence !*

Nouvelle frayeur sur Manhattan, toute révélation d'IRS sera bienvenue : richesse, pauvreté, ça démontrera un autre indice : là où chercher chez lui. Car, il a détruit en si peu de temps, la diplomatie locale déjà ébranlée du vide post soviétique quand *l'Amérique y créa Bejiin.* **Le traitre**, l'homme qui voulait voir Hillary aller en prison s'il était élu s'offusque qu'on le voie aussi en prison pour ce qu'il tente de faire.

Sachons qu'on l'a déjà vu au cinéma dans 24H Chrono, avec la présidente Alyson Taylor et l'ancien président Charles Logan qui avait trahi l'État, avec les Russes. Un support externe propose aussi ce qui explique son QI : Trump University. La corruption découlant des accusations déposées contre sa fondation, par l'AG de New York. Il a aussi peur de perdre et de tout, mais surtout de Beto.

Beto *Torpedo*

Coup de théâtre, Beto O'Rourke ou le cyclone texan d'El Paso qui l'attire et le rend jaloux**.** C'est un autre chapitre qui nous reviendra en temps et lieu si les dieux de l'Olympe électoral *se manifestent pour contrarier les Helvètes, les Celfs, les…* car le cowboy est de grande taille et *sait ramasser de l'argent sur un cheval*. Gigantisme, *the talest guy*, l'ouragan s'annonce.

Le président a des papiers cachés allemands, pour une affaire d'emprunt sans garantie. Il n'a pas de micro ni de clavier comme le président *miky* de son temps [grand menteur qui aujourd'hui affirme avoir toujours été la vedette même chez les sœurs à Ste. Rose de Lima, pour la kermesse annuelle. *ti* Raoul Denis au clavier oui, le flûtiste, *fils de Gérard Martelly*, du Canado-Haïtien une fois oui, mais, pas le menteur qui s'accapare de la gloire des autres].

Donald est l'‹‹*apprentice*›› et l'abbé du deal qui a dû abandonner le navire de son *université forgée* à coup de *slam-sur-Schwartz*, de son module du ‹‹*art of the deal*›› jamais rendu éprouvé comme notion ni comme licence d'après les données du WIPO. Voilà le niveau de Donald encore au stade *de l'économie-Avon,* qui se vente d'un génie inexistant. *Il est hélas le paquet de nerfs forgé depuis New York Times-82.*

Le vieux finira par sombrer comme le disait me Alphonse Salgado : ‹‹ *il faut réduire le p'tit à sa plus simple expression* ›› dans le fil sur la chute de la Maison Duvalier. Le président est sous influence forgée par l'autre.

Merci d'y croire !

SI GARY BODEAU REFUSE DE METTRE JOVENEL MOÏSE EN ACCUSATION

La rébellion risque d'éclater à la Chambre des députés

Suite de la page 1

Abel Descollines, Smith Romuald, Ketel Jean-Philippe, Garnier Vikerson, Jacob Latortue, Frank Lauture, A. Rodon Bien-Aimé, Paul Gérard Lorméus, Printemps Bélizaire, Myriam Amilcar et Asthème Jean invitent M. Bodeau à assumer ses responsabilités et à respecter les prescrits de la Constion et des lois internes de la Chambre basse.

Dans leur lettre, ces députés déclarent avoir pris note de la «*détérioration de la situation sociale, économique, politique et sécuritaire d'Haïti. Le pays est au bord de l'explosion sociale. Des protestations massives se succèdent dans la capitale comme en province pour exiger la démission du président Jovenel Moïse, accusé de détournement de fonds dans un rapport de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif. Ce dossier accablant vient s'ajouter à une longue liste de violations de la Constitution par le président* ».

Plus loin, le document fait état du soulèvement du peuple comme un seul homme pour exprimer ses revendications, énumérant en même temps les différentes entités et organisations qui ont abondé dans le même sens, notamment la Conférence épiscopale, le Forum économique, la Fédération protestante et des regroupements associatifs de la société civile se sont fait entendre sans équivoque. Ces organisations «*pointent clairement du doigt le chef de l'Etat et le Parlement comme principaux responsables de la situation calamiteuse que connaît Haïti* ».

Les députés signataires de la lettre continuent :

« *En tant que co-dépositaires de la souveraineté nationale, le Parlement ne saurait rester indifférent aux cris de la population dont il doit être la véritable caisse de résonance institutionnelle et républicaine. Ainsi, nous vous rappelons l'impérieuse nécessité qui est la votre de tenir compte de la transmission le 20 février 2019 de l'acte de mise en accusation contre le président Jovenel Moïse pour des faits constitutifs de crime de haute trahison. Il y a été clairement indiqué : ' qu'une fois destitué de sa fonction, Monsieur Jovenel Moïse sera traduit devant les tribunaux de droit commun pour répondre des faits qui lui sont reprochés. C'est essentiellement ce que demande la population haïtienne '* ».

Les députés ont, dans la même lettre, lancé la mise en garde suivante : Si le président de la Chambre basse fait fi de leur demande consistant à ouvrir la séance de mise en accusation du président de la République, il ne sera plus possible de tenir aucune autre séance.

Et les députés de préciser : «*Faute par vous d'obtempérer à cette demande pressante et impérieuse, lesdits députés n'auront d'autre choix que de s'opposer à la tenue de toute autre séance et solliciteront subséquemment vote destitution comme président du Bureau* ».

Un observateur pense que Gary Bodeau ne fera rien

Il y a de fortes chances qu'il y ait affrontements entre les députés demandeurs et le président de la Chambre. Car ce dernier fera seulement ce que lui dit l'homme d'affaires Robert Deeb, son patron, celui de nombre d'autres députés.

Selon cet informateur, qui préfère rester dans l'anonymat, M. Deeb est bien celui qui avait empêché Gary Bodeau, son vassal, l'obtempérer à la requête formulée dans la correspondance du 20 février 2019. Le même observateur a ajouté que Robert Deeb n'avait pas financé la campagne électorale de Bodeau ni contribué à l'enrichir pour qu'il croit pouvoir faire ce qu'il veut au Parlement. Il y a de quoi couper les vivres à Gary Bodeau et à tout autre député qui se serait arrogé le droit de lever le petit doigt contre Jovenel Moïse.

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 14

HAPPENINGS !

From page 1

leading up to June 9, the government tried to dampen the ardor of the potential demonstrators by putting out information that the Police would be "merciless with the hooligans," that did not affect participation by a broad cross section of the citizens, the majority of whom were the under-30 crowd.

In Haiti's capital of Port-au-Prince, hundreds of young motorcyclists led the crowd as they left from various neighborhoods around town, trying to converge on the Palace near the vast Champ de Mars public plaza. Fearing that an enraged population may attempt to push their way into the Palace ground in search of the president, the Police had previously barricaded all the entrances to the Palace. Indeed, hundreds of thousands were stopped from reaching the surroundings of the Palace. In Pèlerin 5, where the presidential family reside in a rented home, an army of young people converging to the area was met with overwhelming force. That is where the first fatality of the march occurred. A young man who was hit by some stones and attacked repeatedly by a man in Police uniform, a scene that has gone viral.

The chief of the Haitian National Police (HNP), Michel-Ange Gédéon, quickly issued a *tweet* stating, "*The General inspection has been ordered to investigate the incident to identify the policemen involved and to rigorously apply the rules of the HNP.*" Responding to the chief's *tweet,* a certain Bois Frenel wrote, "*I just saw the scene on an international television network. It is disgusting. I repeat what the journalist said: 'The Haitian Police, using stones, kill their people demonstrating against corruption.' Shame on you guys!*"

Meanwhile, to appease sentiments, the Police quickly issued a communique late Sunday, stating that there were two (2) deaths, four (4) wounded and two (2) houses burnt down. Considering that it is estimated that from four to six million people participated in marches throughout Haiti, the numbers of infractions appeared very low.

Attorney André Michel, a spokesperson of the *"Popular and Democratic Sector,"* issued the following figures: 147 wounded, with about 100 of them in the Western Department that includes Port-au-Prince; 70 arrested throughout the country, with 43 of them released almost immediately. He also mentions seven (7) deaths, with three (3) in Onaville, two (2) on the Champ de Mars, near the presidential Palace and one (1) in Pèlerin, near the president's rented private residence. He did not say where the seventh death occurred.

On Monday, activities, for the most part, were paralyzed in Greater Port-au-Prince and acts of violence were reported. Around 11 am, Dimitri Hérard's vehicle came under fire from young men on motorcycles, not far from his home in Delmas 31. He is the Police commandant of the USGPN, the Police unit in charge of security for the National Palace. It is reported also that Mr. Hérard shot and killed a young motorcyclist near the national airport. No word on whether the attack was one of those who had fired on him.

That same Monday, Radio/ television *Guinen,* in Delmas, was attacked by unknown assailants and six cars in the parking lot of the station were torched and partially damaged. *Guinen* is considered partial in its coverage of news regarding the government to the point that some call it an ally of the regime.

***Before that, on Friday, June 7, Richardson Jourdan,** a journalist working for the government-controlled TNH, the National Television of Haiti was beaten in the Champ de Mars area, not far from the Palace.

***That same Friday, Martine Denis Chandler,** formerly a representative for President Moïse, was attacked at Avenue N in Port-au-Prince when she went to pick up her son at school. Her vehicle was torched in front of her. Meanwhile, *Vant Bef Info,* an on-line blog, reported that she said she has not been working at the Palace since Prime Minister Jean-Henry Céant was fired last March.

***Even some bigwigs considered close allies** of President Moïse, are feeling the anger of the people. For example, multimillionaire **Shérif Abdallah** was roughed up on Friday afternoon, June 7, in front of the St. Pierre (Peter) Catholic Church in Pétion-Ville, where he had just attended a funeral mass for Lionel Gardère, a scion of the famous family that owns Barbancourt, the signature rum of Haiti of international fame.

Last July, when riots broke out against excessively high price increases on petroleum products, Mr. Abdallah had provided the presidential couple shelter in his palatial dig in Juvenat, a ritzy section of Pétion-Ville. Again, in February when Port-au-Prince and some provincial cities were in "lock down" for about 10 days, Abdallah who provided two helicopters with pilots on a 24-hour schedule for President Moïse and former President Michel Martelly at the steep price of $1,550.00 an hour. When the scandalous expenditures were discovered, from February 8 to March 24, the cost had loomed to $7.737, 600.00. Unconscionable! Recently, a renewal of a helicopter contract with Abdallah's firm HELICO, S.A. has angered people, especially when more than 80% of 12 million Haitians live only on about $2, 00 a day.

Interestingly, President Moïse did not make it to the church on Friday for the Gardère funeral, because his cortege came under an avalanche of stones on the way to Pétion-Ville. He ordered his driver to turn around and head back home. In addition, his security detail, in other vehicles, followed suit.

***That same Friday evening, Senator Joseph Lambert** cleared his residence in Delmas of his important belongings that were shipped to Jacmel, the capital of the southeastern Department, of which he is the senior senator. He also remained in Jacmel for the weekend. Lambert was president of the Senate in late 2017 when, at the request of President Moïse, he maneuvered underhandedly to transfer the report of the Ethics and Anti-corruption commission on the PetroCaribe heist to the State Auditors, "*La Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif* (CSC/CA)*.*"

Reportedly, the CSC/CA has found that in 2014 and 2015, the *"Banana Man"* Jovenel Moïse benefitted from contracts for road repairs from the PetroCaribe Fund that amounted to *"collusion, favoritism and embezzlement."* More than that, they were fraudulent transactions because, under the guise of road contracts, they were campaign contributions to his presidential campaign, ordered by President Joseph Martelly, who had picked the little-known businessperson to keep the presidential sofa warm for him until his return in 2022.

***Another casualty of the demonstrations is the opening of the second legislative session of the Lower House that was to take place on Monday, June 10.** House members, who went on vacation May 13, were called back by the president the next day for an *"extraordinary session"* to deal with approval of the stalled confirmation of Prime Minister Jean-Michel Lapin. They accomplished nothing during their *"extraordinary time"* in Port-au-Prince until their *"ordinary return"* for the second session of the legislative schedule was due on Monday.

Most Haitians, who are tea leaves readers, believe that Nature or God favors the anti-corruption campaigners to the corrupt and corrupted. On Friday, two days before the marches, there was an erroneous weather report circulating on some social media to the effect that heavy rain was expected by 2 pm on Sunday. Which would have hampered the nationwide demonstrations! Yet another ploy by government officials to deter a large participation.

Apparently, the marchers had a back channel of communication with the supernatural powers-that-be. *"God heard our prayers,"* was a phrase in many a mouth last Sunday. Indeed, the temperature on that day was in the mid-70s and low 80s, with low humidity all over Haiti. They could not have asked for anything better. This has prompted the spread of a counter myth: God and Nature are cooperating against the president and his supporters, favoring anti-corruption bashers.

***And there is division among the ruling team.** On Saturday, June 8, in a move interpreted as a desperate attempt to free President Moïse to choose a Prime Minister who would appeal to a broad cross-section of the political landscape, presidential spokesman Renald Lubérice said publicly that Jean-Michel Lapin should resign to facilitate the task to the President. Meanwhile, it has been leaked out that Lubérice, as well as Foreign Minister Bocchit Edmond, were on the President's short list for Prime Minister last March when then Prime Minister Jean-Henry Céant was booted out unceremoniously.

Complicating matters, on Monday, with the country still reeling from the demonstrations of the previous day and activities in Port-au-Prince at a standstill, Mr. Lapin was in no mood to go into oblivion. He was going nowhere. In fact, he said, "*I am waiting for my chance to appear before the Senate*." As it is, he has been thwarted twice from presenting the general policy of his administration to the Senate, the second time by four senators from the opposition who thrashed the Chamber where the session was to be held. *"Bald Headed"*-style democracy in action!

***Instead of a last-minute frantic search for a consensus Prime Minister, President Moïse should be negotiating his resignation, because he has lost credibility with almost all sectors.** Other than individual disavowals of him, like the public letter of Deputé (Congressman) Jerry Tardieu, published in French in the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste,* June 2nd, with an English version in the *Haiti-Observateur* June 5, several leading organizations have publicly disavowed him, some asking outright for his resignation while others hint at it diplomatically. They all mention the report of the State Auditors targeting him for being implicated in the heist of the PetroCaribe Fund.

***On June 3, it was the Conference of the Haitian Pastors, which issued a detailed communique, reviewing President Moïse's shortcomings and transgressions, concluding:** "*Mr. Moïse no longer has credibility, neither moral authority to be Head of State, having used his position to obstruct justice. . . . He inspires no confidence and reveals himself unfit to lead the nation. Therefore, there's no question that he should resign immediately, without waiting for anyone to force him to do the right thing.*"

***On June 7, it was the turn of the Episcopal Conference of Haiti (French acronym CEH), the ruling body of the Catholic Church in Haiti that issued a comprehensive statement denouncing corruption that has "become endemic" because of the "love of money" that has taken precedence over everything else.** Fifteen bishops, including the sole Haitian Cardinal Chibly Langlois, signed the three-page document that calls for dealing with the wrongs that beset the country, contending that all can be resumed by the "excessive love of money." Turning to the Scriptures, the bishops note what Apostle Paul wrote to Timothy in his first letter to him: *"The love of money is the root cause of all evil."* (I Timothy 6:10). They assert that it is not enough to "observe" that it is so, but to act "uproot this evil."

The bishops quote Pope Jean Paul II, when he set foot in Haiti in 1983 and said, "*Something has got to change here,*" setting in motion the movement that helped to bring down the Duvalier dynasty. Applauding the State Auditors for a job well done in discovering the abuses made of the PetroCaribe Fund, the bishops conclude by calling on the Haitian leaders to "*redress social wrongdoings and to submit to the justice of the land, if that's the price to pay to restore moral authority of the State and of its leaders.*"

***On June 8, the Economic Forum of the Private Sector, the leading organization of the business community issued a press release reminding President Moïse about its press release dated February 15, 2019 in which it had suggested an urgent national dialogue with the Parliamentarians and the Opposition toward a large consensus to find a political agreement.** Five months later, the Forum *"notes that it's total breakdown, no dialogue, an aggravating economic and social situation, inacceptable insecurity, a loss of control of the geographic departments (mini states) by public authorities. The country is on a cliff, held by a thread.*"

Thus, the Forum suggests that "*Religions for Peace,*" a respected ecumenical group be called upon to undertake the inclusive dialogue that it (the Forum) would fully support, toward "*finding a realistic solution that would lead to a complete revamping of the political and social-economic systems that will result in a new and dignified, as well as a dynamic, prosperous, equitable and just Haiti which, in solidarity, is resolutely looking forward to the future.*"

***Then on June 9, as Haitians throughout the country were about to begin their mammoth demonstrations, the Vatican News headlined: "Generalized corruption has become endemic in Haiti," the bishops denounce.** In addition, the Vatican approvingly gives voice to the Haitian bishops whose message to the Haitian authorities now reaches a wider stage. "*Our country,"* they state, "*shamefully embraces corruption at the highest level of the society. Generalized corruption becomes an endemic ill, a stinky swamp, indeed degrading, and its organized thievery. . . .*"

In conclusion, the Vatican states that "*the bishops, in unison and united with the population, call for change in their country, because the people have suffered enough and ask that they differentiate about those who really look out for their wellbeing.*"

***That same day, June 9, the Haitian Protestant Federation (French acronym FPH) issued a statement asserting, "This system is outmoded. It must be changed.**" Issued in Creole and in French, the statement says, "*The last report of the State Auditors shows that the wrongs are greater than what was thought.*" The president of the Federation, Rev. Sylvain Exantus, adds, "*If we don't take seriously this report, if we refuse to do justice by the people, the country will whittle away. In the fight against corruption, we ought to demand that the State Auditors and all the institutions tasked with overseeing the resources of the country provide reports regularly, punish those that have embezzled State funds, as required by Law.*"

Echoing what the Catholic bishops noted, the FPH states: *"Those people have embezzled funds that could have helped in the development of the country and could have ameliorated the living conditions of the population, especially the most vulnerable in society who only wallow in misery."* In conclusion, the FPH supports those who are asking *"WHERE IS THE PETROCARIBE money. All those who absconded with it together with their accomplices must be brought to justice."* What else can we say? With this consensus from authorized voices, Haiti must not lose the opportunity to do the right thing by the people who are the real victims of the voracity of so-called leaders who have acted as wolves among the sheep! Let us move on with the "PetroCaribe trial."

RAJ
June 12, 2019

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 15

REGARD DE LA FENÊTRE

Jim Nicholson

création, de production, de diffusion et de consommation culturelles. Il adopte une perspective qui va du bas vers le haut, soit des citoyens vers les institutions. Il encourage l'expression des groupes plus alternatifs ou marginalisés par la culture dominante (le mainstream), ouvre de nouveaux espaces culturels et politiques, entraîne une multiplication de l'espace public. Il conçoit la culture comme vecteur de lien social ». (Source *Culture Montréal*).

Par ailleurs, il est intéressant de se pencher sur la définition de l´UNESCO en rapport avec les industries culturelles et créatives qui méritent notre attention.

Ainsi, en prenant comme référence le cadre pour les statistiques culturelles de l'UNESCO (2009), le guide s'appuie sur une définition des industries culturelles et créatives entendues comme les secteurs d'activité ayant comme objet principal la création, le développement, la production, la reproduction, la promotion, la diffusion ou la commercialisation de biens, de services et activités qui ont un contenu culturel, artistique et/ou patrimonial.

« *Ainsi, les principales caractéristiques des industries culturelles et créatives sont : L'intersection entre l'économie et la culture; La créativité au cœur de l'activité; Le contenu artistique, culturel ou inspiré de la création du passé; La production de biens et de services fréquemment protégés par la propriété intellectuelle — droit d'auteur et droits voisins ; La double nature : économique (génération de richesse et d'emploi) et culturelle (génération de valeurs, de sens et d'identité); L'innovation et le renouvellement créatif : Une demande et des comportements du public difficiles à anticiper; Un secteur marqué par la non-systématisation du salariat comme mode de rémunération du travail et la prédominance de microentreprises* ».

La culture n'est pas une commodité comme toute autre. Aussi faut-il en faire le tour, capter le bon, le bien, et rejeter les travers qu'elle est susceptible d'héberger. Nous aurons ainsi mis la culture en jachère pour nous assurer un avenir florissant.

M.M.

Journal 12- 19 juin 2019:HO 6/12/19 5:58 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

La guerre des tarifs avec le Mexique évitée

Il n'y aura pas de tarifs sur les importations du Mexique, tel qu'avait menacé le président Donald Trump d'imposer à partir de lundi dernier, 10 juin. Et les législateurs républicains au Congrès ainsi que les titans du commerce ont poussé un ouf de soulagement.

Tel qu'annoncé la semaine dernière, on ne savait à quoi s'attendre, parce que le chef d'État américain avait dit qu'à partir de ce jour-là il comptait appliquer des tarifs de l'ordre de 5 % sur toute importation du Mexique, l'augmentant à 10% le 1er juillet, ainsi de suite, jusqu'au maximum de 25%. Une façon de punir le Mexique, accusé de ne pas coopérer avec les États-Unis pour contrôler la vague d' «*immigrants illégaux* » de l'Amérique centrale, surtout du Guatemala, du Honduras et d'El Salvador.

Le président du Mexique Andrés Manuel Lopez.

Apparemment, les négociations entre les officiels mexicains venus à Washington en vue de rencontrer leurs homologues américains se disaient "optimistes" mardi de la semaine dernière que l'on arriverait à une entente. Ce qu'avaient aussi souhaité des législateurs, tant des républicains que des démocrates, tout en soulignant que des républicains, même le chef de la majorité républicaine, au Sénat, Mitch McConnell, s'étaient opposés aux tarifs, disant que «*Nous autres républicains ne sommes pas des admirateurs de tarifs* ».

En tout cas, on a repoussé ce mal pour le moment, mais tout dépendra des progrès enregistrés dans les mois à venir. Car, dimanche, à la veille du déclenchement des hostilités tarifaires aves le voisin de l'autre côté de la frontière sud des EU, le président Trump postait le *tweet* suivant : «*Nous pouvons toujours avoir recours à notre position première, très profitable, en ce qui a trait aux tarifs* ». Sa façon de dire que si aucun progrès n'est réalisé dans l'« *invasion pacifique* » des immigrants transitant par le territoire mexicain pour atteindre la frontière américano-mexicaine, il imposera les tarifs tels qu'annoncés auparavant.

Entre-temps, le Mexique a mobilisé des milliers de troupes, jusqu'à six mille (6 000), pour sécuriser, entre autres, sa frontière sud avec le Guatemala. Il n'est que d'attendre les retombées de l'accord qui a mis fin à la guerre déclarée unilatéralement par le président Trump, qui se dit toujours sur le qui-vive quant aux Mexicains.

***Suite à l'entente américano-mexicaine, y a-t-il une leçon à tirer quant à la guerre des tarifs avec la Chine, causant déjà des torts aux deux grandes économies mondiales ?** Selon la NPR *(National Public Radio)* qui s'est penchée lundi, 10 juin, sur ce sujet, il faut dire d'abord que la guerre entre les États-Unis et la Chine date déjà d'une année et a eu des effets négatifs pour les deux belligérants.

Selon Rachel Martin, qui animait le programme, il s'agit bien de tarifs de l'ordre de deux cents milliards (200 000 000 000,00 $) affectant des produits chinois. Et les Chinois ont riposté en réduisant leurs achats de produits américains, ce qui a eu un effet désastreux surtout en ce qui concerne les fermiers du «*Midwest* » américain, un pan de l'électorat qui avait supporté le candidat Trump.

S'adressant à son interlocuteur, Scott Horsley, Mme Martin demande: « *Vous mettant dans la peau d'un négociateur chinois, quelle leçon à tirer de la dispute du président Trump avec le Mexique ?* »

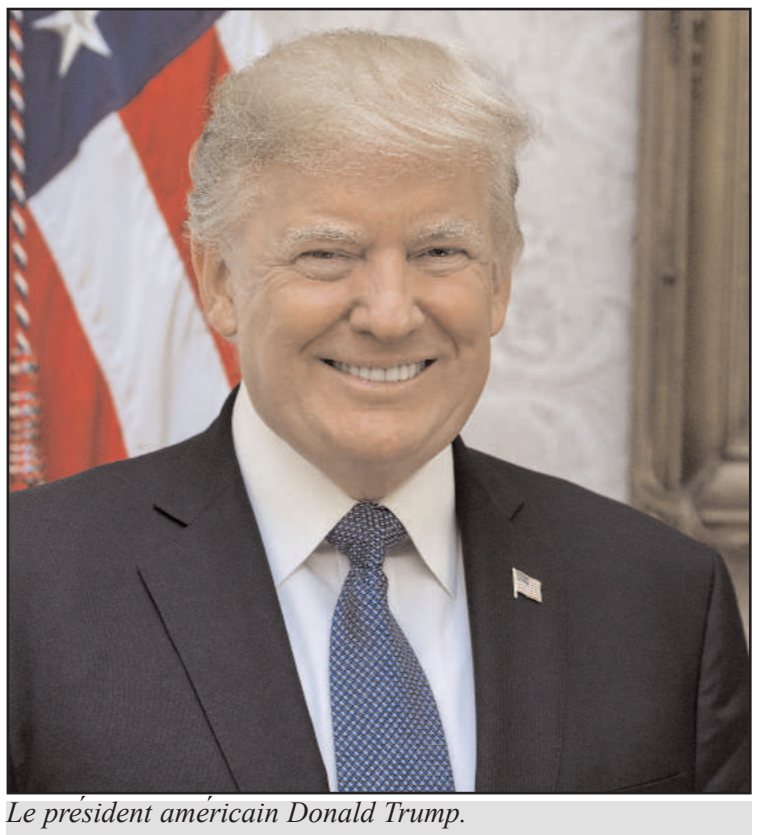
M. Horsley maintient qu'il existe une énorme différence entre les deux pays. Si l'on devait croire que le Mexique a capitulé suite au style utilisé par M. Trump pour entamer les négociations, les Chinois se diront : «*Alors, on achètera davantage de produits américains, car c'est là l'une des promesses faites au président américain par les Mexicains*».

À ne pas oublier, a fait remarquer Horsley, que les hostilités ont débuté quand Trump avait accusé les Chinois de s'approprier les droits de découvertes américaines pour fabriquer leurs produits et ainsi faire incursion sur le marché américain.

Entre-temps, Mme Martin fait savoir que Steven Mnuchin, le ministre des Finances américain, lors d'une prestation dimanche sur la chaîne CNBC, a laissé entendre que les négociations avaient commencé là-dessus. Mais, selon les Américains, les Chinois ont discontinué les pourparlers.

Alors, il va falloir attendre avant de spéculer sur l'avenir entre ces deux géants de l'économie mondiale. Mais des deux côtés, ils doivent comprendre qu'une guerre des tarifs tend à déséquilibrer l'économie de l'un et de l'autre. Donc, il vaut mieux négocier et arriver à une entente satisfaisante pour tout le monde.

***Et revenant chez nous, on apprend l'assassinat du journaliste Pétion Rospide, surnommé Douze, de *Radio Sans Fin* (RSF), au Portail Léogâne lundi soir, 10 juin.** Selon Israël Jacky Cantave, un proche collègue, qui a confirmé la nouvelle, le confrère a succombé sur place, dans sa voiture, ayant été atteint au moins d'une balle à la tête. Animateur de l'émission « *Ti bat bouch* », il avait beaucoup de fanatiques. Ce soir-là même, il s'attardait sur le rapport de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA) concernant les vols et le détournement des fonds de PetroCaribe.



Le président américain Donald Trump.

Or, selon une information sur *WhatsApp* hier, mardi, 11 juin, vers 11 h a. m., on a publié la photo d'un type au visage tuméfié, l'œil droit presque fermé, qui, dit-on, serait le "bandit qui a criblé le journaliste de balles". Et d'ajouter qu'il était au commissariat de la police (lequel des commissariats?) où il subissait un interrogatoire au cours duquel il aurait vendu la mèche. C'est Nènel Cassy qui lui aurait payé quinze mille (15 000) gourdes, soit environ cent cinquante-huit dollars verts (158,00 $), pour abattre le journaliste.

Cela nous parait un coup monté de toutes pièces. Premièrement, notre Police devient d'une efficience hors pair! Dans moins de 24 heures, ses investigateurs ont traqué le « bandit » et l'ont arrêté. Ou bien, il est allé, de son propre gré, se rendre à la Police, les ayant, sans doute, remis l'arme du meurtre! Or, jusqu'à présent, la disparition du photojournaliste Vladjimir Legagneur demeure un mystère! On soulignera qu'il a été porté disparu le 14 mars 2018, à Grand Ravine, Port-au-Prince, alors qu'il conduisait une recherche journalistique. Que la Police ne se fasse pas ridiculiser pour plaire à un patron en déconfiture!

Mais pourquoi Nènel Cassy, l'un des quatre sénateurs de l'opposition qui se sont distingués dans leur lutte pour préserver la démocratie et qui ont tenu tête à l'Exécutif dans le dossier Jean-Michel Lapin, aurait-il ourdi l'assassinat d'un journaliste qui s'est distingué comme un défenseur de la vérité ? Et c'est vraiment drôle que le président Jovenel Moïse, muet depuis quelque temps, sort de l'ordinaire et s'empresse de présenter ses condoléances aux parents et collègues du disparu? Il y a anguille sous roche!

Je sors de l'ordinaire pour dénoncer un faussaire et mettre en garde les amis qui m'ont assailli de toutes parts avec une nouvelle sensationnelle que CNN aurait diffusée, savoir que « le Département d'État américain souhaite le départ immédiat de Jovenel Moïse du pouvoir** ». C'est du « ***Fake News », du réchauffé qu'on avait utilisé au mois de février lors du « pays lock ». Lors, on avait aussi ajouté la Voix de l'Amérique comme source concordante. D'ailleurs, juste au début de la nouvelle campagne avant-hier, le nom de VOA avait paru. Mais ils ont fait vite de l'effacer, toutefois je l'avais déjà placée en lieu sûr. Le texte est exactement le même que la dernière fois quand nos contacts à VOA avaient affirmé qu'il s'agit de **FAKE NEWS !**

Pierre Quiroule II
12 juin 2019

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NET